

Terres Civiles

La non-violence au quotidien

Trimestriel d'information et d'échanges édité par le Centre Martin Luther King

Juin 2001 - No 13



Refuge de Bellevaux

J.A.B. 1004 LAUSANNE
Retour: CMLK, Rue de Genève 52

Prospectives de l'écolo-pacifisme

Nouveau programme de formation à la non-violence
Comment savoir si j'ai payé mes cotisations ?

SOMMAIRE

- 3 Décennie pour la paix : langue de bois ?
- 4 Situation financière après l'exercice 2000
- 6 "Un poing c'est tout ?" : l'expo tourne !
- 7 Politique : le peuple a tranché
- 8 Causes communes Vaud, parlons-en !
- 9 Bonne chance, Philippe Beck !
- 10 Nouvelles brèves
- 11 Non-violence à l'école
- 12 Formation : demandez le programme !
- 14 Les racines de l'écolo-pacifisme
- 16 SCI : un alerte octogénaire
- 18 PBI : une reconnaissance méritée
- 20 Le CMLK sur Internet
- 21 A votre service : notre centre de doc.
- 24 Refuge de Bellevaux

IMPRESSUM

« **Terres civiles** » est un trimestriel édité par le Centre Martin Luther King, association romande sans but lucratif pour la non-violence active. Abonnement : Fr. 25.– par année ou compris dans la cotisation de membre.

Le CMLK vit pour l'essentiel des contributions de ses membres et de personnes sympathisantes. Cotisation annuelle : Fr. 60.– et Fr. 30.– pour les « petit budget ». Les dons et autres soutiens sont les bienvenus. Pour un soutien régulier en tant que marraine ou parrain, merci de prendre contact avec le secrétariat.

Responsables de la présente édition :
Jean-Philippe Jeannerat, 2502 Bienne
et Sandrine Bavaud

Ont apporté leur contribution :
Sandrine Bavaud, Philippe Beck,
Violetta Fasanari-Bourquin, Gilles Falquet, Roger Gaillard, Jeanne Golay, Jean-Pierre Hurni, Olivier Lange, Michel Mégard, Jean-Rossiaud, Anne-Claude Laurent, Michael Meier, Abdelkrim Bouzouzou, Manon Schick

Impression : Imprimerie coopérative CRIC-Print, 1700 Fribourg

Pour nous contacter :

Centre Martin Luther King
52, rue de Genève
1004 Lausanne - CH
Téléphone : 021 661 24 34
Télécopieur : 021 661 24 36
Courrier électronique: info@cmlk.ch
Sur Internet: <http://www.cmlk.ch>
Compte postal: 10-22368-6

EDITORIAL

C'est quoi au juste, le pacifisme?

Le peuple suisse s'est retrouvé, dimanche 10 juin au soir, coupé en deux: la révision partielle de la loi militaire (LAAM) a été adoptée de justesse, au terme d'une campagne qui aura abordé sans nuances les notions de neutralité, d'armée de milice et de coopération avec l'étranger. La campagne conduite par le GSsA a été exemplaire du point de vue de la mobilisation militante et personne ne doute de son influence dans le score final, même si une différenciation des votes négatifs ne se laissera pas établir avec précision.

Reste que, si on a assisté à une campagne virulente, la compréhension de ce que devrait être une politique de paix active n'a quasiment pas progressé. Qu'est-ce que le pacifisme dans ses manifestations contemporaines? En quoi la critique des politiques militaires rejoint-elle la tentative de résoudre les problèmes fondamentaux qui se posent à l'humanité? Nous inaugurons avec cette édition une série consacrée à ces questions de paix et de sécurité. La première contribution, signée par Jean Rossiaud, tente de décrire les racines prospectives de l'écolo-pacifisme. Une approche passionnante et rigoureuse, qui nous aidera à formuler des réponses plus précises et crédibles avant d'autres débats tout aussi redoutables.

Car les Chambres fédérales ne veulent rien entendre des propositions du *Groupe pour une Suisse sans armée*, que le CMLK soutient sans faiblir, quoique ses ressources modestes l'empêchent de jouer un rôle de premier plan. Les deux initiatives du GSsA seront dès lors bientôt soumises au verdict populaire, peut-être le 2 décembre déjà. Leur rejet ne fait pas de doute, mais l'enjeu principal réside ailleurs. Les idées que nous tentons de vivre au quotidien, les réformes que nous essayons de faire passer dans la politique de paix et de sécurité sortiront-elles plus fortes de la campagne à

venir? Parviendrons-nous à convaincre des citoyennes et citoyens de rejoindre nos rangs pour un travail à long terme? La non-violence sera-t-elle perçue comme la valeur d'avenir d'un engagement civique pour un monde plus juste? La non-violence est l'esprit de justice en marche. Démarche politique qui s'enracine dans la vie quotidienne. A témoin le travail de l'association *Causes Communes*, le mouvement *En quatre ans on prend racine*, l'effort inlassable du *Service civil international* depuis bientôt un siècle.

Sur le plan international, la promotion de la paix passe aussi par le travail de fourni des organisations non gouvernementales. Nous tirons ici notre chapeau à *PBI*, dont la valeur vient d'être reconnue par un prix. Sans armes certes, mais avec force, ses volontaires interviennent pour la paix. Un effort que nous sommes heureux de pouvoir soutenir.

Notre assemblée générale a lieu juste après le bouclage de cette édition. Nous vous donnons donc rendez-vous après la pause estivale, pour un numéro qui vous parlera davantage de nos activités propres. D'ici-là, nous savons pouvoir compter sur vous et vous en remercions.

Jean-Philippe Jeannerat, responsable de l'édition

Décennie pour une culture de paix: langue de bois ?

La décennie pour une culture de la non-violence et de la paix veut aider à passer d'une culture de la guerre, de la violence, de l'oppression et de la discrimination à une culture de la paix, de la non-violence, de la tolérance et de la solidarité. La culture de la paix se base sur «le respect des droits de l'homme, la démocratie et la tolérance, la promotion du développement, l'éducation pour la paix, la libre circulation de l'information et une plus grande participation des femmes».

Le concept de culture de la paix est apparu à la fin de la Guerre froide. En 1989, peu avant la chute du Mur de Berlin, lors du Congrès sur la paix dans l'esprit des hommes à Yamoussoukro (Côte d'Ivoire), a été exprimée pour la première fois l'idée d'une «culture de la paix». Depuis, les conflits au sein même des États se sont multipliés. Les budgets de la défense de la plupart des pays demeurent importants, alors que les budgets consacrés au développement social s'amenuisent chaque jour. Comment dès lors passer du concept à une réelle culture de la paix?

L'épanouissement d'une culture de la paix repose sur la transformation des valeurs, des attitudes, des comportements et des modes de vie de nature à favoriser la paix entre les individus (Résolution 53/243 de l'Organisation des Nations Unies, 10 novembre 1998). La paix ne peut être garantie par les seuls accords politiques, économiques ou militaires (message du Directeur général de l'UNESCO à l'occasion de l'Année internationale de la culture de la paix). Dans un monde interactif, tout est affaire de sensibilisation, mobilisation, éducation, prévention, information, à tous les niveaux de la société et dans tous les pays.

En proclamant, déjà en 1997, l'an 2000 Année internationale de la culture de la paix, les Nations Unies se sont données pour objectif de «mobiliser l'opinion publique à l'échelle mondiale». Et le Manifeste 2000 a donné la possibilité d'exprimer un engagement personnel pour une culture de la paix au quotidien. En prolongement, la Décennie vise à amener le plus grand nombre de personnes à lancer des initiatives novatrices et à rechercher des solutions alternatives à la culture de la violence. Une décennie qui s'inscrit dans un mouvement mondial fondé sur l'engagement individuel dans la vie quotidienne et,

en deuxième lieu, avec la participation des institutions et des organisations à tous les niveaux, car une volonté politique est impérative pour la création et l'aménagement des conditions de la paix à longue échéance.

Ce mouvement pour la culture de la paix existe déjà à travers l'action de nombreux individus, groupes, organisations et institutions dans le monde entier. La Décennie a pour objectif de rassembler celles et ceux qui contribuent à cette transformation profonde de nos sociétés, mais aussi d'encourager leur participation dans tous les domaines de la culture de la paix.

Le mouvement mondial pour une culture de la non-violence et de la paix s'inscrit ainsi dans un long processus marqué par l'histoire, impliquant la remise en cause des fondements de nos sociétés. En 2010, l'adoption d'une charte, comme aboutissement de cette démarche, pourrait permettre de libérer de nombreuses colombes. Un envol qui ne doit pas pour autant cacher le risque de s'égarer sous le couvert de la langue de bois.

Lacunes à combler et questions ouvertes

L'UNESCO pose la culture de la paix comme garante à la fois de l'égalité politique, de l'équité sociale et de la diversité culturelle. Qu'en est-il de l'égalité économique? Et qu'en est-il d'ailleurs du pouvoir économique? Les principaux acteurs mentionnés dans la résolution de l'ONU sont les gouvernements, la société civile et les médias. Inclus dans la société civile, réseaux associatifs et milieux économiques ne sont pas distingués.

En outre, si l'engagement individuel et l'éducation contribuent à des changements de valeurs, ils n'en demeurent pas moins que

la fabrication, la vente et l'usage des armes doivent être dénoncés catégoriquement.

De même, tous les acteurs ne sont pas mis sur un pied d'égalité. Bien que l'UNESCO ait parrainé l'exposition "Un poing c'est tout?", le CMLK n'a pas pu participer à un congrès devant procéder au bilan de l'année 2000 et à envisager les perspectives pour la Décennie. Et, finalement, qu'en sera-t-il de la participation des femmes ou des moyens financiers octroyés ?

Si la Décennie appelle très largement à rejeter la violence et à prévenir les conflits en s'attaquant à leurs racines... tout n'est pas encore écrit sur le papier. Cela n'empêche pas d'y voir un profond encouragement. Les projets d'éducation à la paix se multiplient et des actions non-violentes continuent à transformer les sociétés.

*Sandrine Bavaud,
secrétaire du CMLK*



Collection CMLK

Comptes 2000 : en décalage avec la demande de services !

Fin mars 2001, après vérification, les comptes pour l'année 2000 sont bouclés. Que faut-il penser de l'évolution de la situation financière du CMLK ?

En 1998, il fallait compter avec un déficit de Fr. 17'000.-. Suite au lancement d'un SOS et des sacrifices des secrétaires, 1999 s'est bouclé avec un bénéfice de Fr. 10'000.-. Ouf, on peut respirer ! Le CMLK peut continuer à promouvoir la non-violence active. Mieux encore, l'exposition «Un poing c'est tout ?» s'est rapprochée du public et plus particulièrement des élèves. Pourtant, la stabilité financière du Centre peine encore. Le bouclage des comptes pour l'année 2000 révèle un déficit de Fr. 13'000.-. C'est mieux que pour l'année 1998, le capital au 1er janvier 2001 s'élevait à Fr. 6'000.- et non à 7'000.- en «dessous de zéro» mais c'est encore insuffisant.

Il faut pourtant continuer à y croire. Pour les toutes nouvelles secrétaires et pour le comité, pas question de mettre la clé sous le paillason. Le CMLK est l'unique lieu en Suisse romande centré sur la non-violence; un lieu de référence également pour les Suisses alémaniques et de relations non négligeables avec la France. Les 33 ans

d'expériences du Centre doivent servir à la décennie de la paix. A quoi bon sinon, un tel défi !

Continuons donc d'y croire ! Le CMLK n'est pas une petite bulle renfermée sur elle-même. Il s'agit, certes, d'une petite association, mais a une véritable raison d'être. En moyenne, les secrétaires répondent à une dizaine d'appels téléphoniques par jour, de nombreuses personnes sont en liste d'attente pour pouvoir suivre le programme de formation à la résolution non-violente des conflits, les personnes qui font une démarche en service civil apprécient notre encadrement, le centre de documentation est actuellement consulté en vue de l'exposition «Anthropologie de la paix» qui aura lieu au musée d'ethnographie de Genève du 31 octobre à fin février 2002, etc., etc. Une demande réelle, mais pourtant en décalage avec notre budget. Les secrétaires ne chôment pas ... et, si seulement il y avait des rentrées financières supplémentaires pour augmenter le taux de travail rémunéré ! Cela permettrait de répondre à

l'ensemble des demandes et aussi d'améliorer la qualité de nos services et de nous engager dans de nouveaux projets porteurs.

Le budget 2001 est équilibré. En considérant que l'appel pour les cotisations et abonnements adressé avec le «Terres civiles» du mois de mars n'a pas atteint les résultats escomptés, une perte de Fr. 20'000.- est toutefois prévisible. Malgré tout, en ce «début d'année», il faut rester optimistes. Une demande de fonds est prête à être déposée et nous comptons sur l'opportunité que nous donne la décennie pour une culture de la non-violence et de la paix au profit des enfants. Aidez-nous à continuer à défendre les objectifs du Centre ! Il vaut la peine de ne pas mettre au feu ses richesses accumulées. N'oubliez pas de payer vos cotisations et abonnements (voir astuce) ! Et, si le cœur vous en dit, devenez souscripteurs ou souscriptrices (voir talon d'inscription). Toute notre équipe vous remercie déjà chaleureusement de votre soutien.

*Sandrine Bavaud,
Secrétaire du CMLK*

Pour participer concrètement à la Décennie internationale pour une culture de la non-violence au profit des enfants du monde, le CMLK a besoin de votre soutien.

Merci !

Parrainage / marrainage Décennie de la paix

Oui, je compte pouvoir vous soutenir encore pour l'an 2001, à raison de Fr. au total (paiement en versements) et/ou pour l'an 2002, à raison de Fr. au total (paiement en versements).

Merci de prendre prochainement contact avec moi

Remarques:

Nom et prénom: Tel:.....

Adresse:

Date: : Signature:

A retourner au CMLK, rue de Genève 52, 1004 Lausanne

ASTUCE

Si sur l'étiquette collée sur votre journal, il est mentionné :

membre coti !

vous n'avez pas encore réglé vos cotisations 2001.

Merci à celles et ceux qui nous évitent des frais de rappel.

Comptes d'exploitation

CHARGES	1999	2000	Budget 2001
Frais de personnel			
Salaires	62 280,00	65 920,00	66 000,00
AVS-AI-APG-AC	3 096,85	5 633,90	10 200,00
LAA	819,00	1 066,65	1 500,00
Ass. indemnités journalières	-275,30	696,65	800,00
LPP (dès 1999)	4 526,00	842,00	1 000,00
Sous-total Personnel	70 446,55	74 159,20	79 500,00
Frais généraux			
Loyer	11 592,00	10 335,00	10 335,00
Frais bancaires	72,80	68,20	70,00
Frais du CCP	569,10	673,25	700,00
Entretien installations	76,35	985,25	1 000,00
Amort. bibliothèque (jusqu'à 1997)			
Amort. installations	1 303,75		
Amort. mobilier	563,70		
Amort. informatique	999,00		
Assurances mobilier	147,00	224,40	250,00
Electricité	0,00	0,00	800,00
Frais de bureau	5 873,60	5 235,90	6 000,00
Tél. et fax	4 166,25	3 061,65	4 000,00
Affranchissements	1 802,20	3 945,58	4 500,00
Déplacements	1 528,90	801,50	1 500,00
Imprimés	1 006,30	2 727,30	3 000,00
Action de décembre	1 056,40	1 300,00	1 500,00
Publicité	0,00	16,00	1 000,00
Dédommagements	3 660,00	1 060,00	2 000,00
Contributions volontaires	200,00	2 750,00	3 000,00
Frais divers	1 571,15	1 031,80	2 000,00
Sous-total Frais généraux	36 188,50	34 215,83	41 655,00
"Terres Civiles"			
Frais d'imprimerie TC	9 550,95	9 810,10	10 000,00
Frais d'expédition TC	1 807,30	2 092,30	2 500,00
Frais de surveillance tirage TC		430,00	700,00
Sous-total "Terres Civiles"	11 358,25	12 332,40	13 200,00
Achats			
Marchandise à revendre	4 079,56	5 957,2	5 000,00
Achats bibliothèque	274,10	615,55	1 000,00
Sous-total Achats	4 353,66	6 572,75	6 000,00
Autres frais de services			
Frais exposition		51 209,61	37 000,00
Frais de formation		9 707,50	10 000,00
Sous-total autres frais		60 917,11	47 000,00
Annulation de la dette			
Compensation du déficit 1998	16 637,10		
Constitution Fond spécial	10 000,00		
TOTAL CHARGES	148 984,06	188 197,29	187 355,00
PRODUITS	1999	2000	Budget 2001
Ventes librairie	5 227,95	8 094,80	6 000
Autres ventes	0,00	73,40	
Cotis., dons, abonnements	64 717,10	62 265,85	65 000,00
Dons SOS (uniquement en 1999)	29 600,00		
Souscriptions	16 005,65	11 403,00	20 000,00
Subventions (sauf OFC dès 1999)	3 000,00	0,00	20 000,00
Subvention O.F.C.	24 710,00	22 582,00	23 000,00
Produits formation	444,50	11 840,80	12 000,00
Dons extraordinaires et legs	6 812,95		
Produits divers	8 115,35	59,80	
Produits exposition 2000		58 450,60	41 500,00
Intérêts créanciers	85,95	87,75	80,00
TOTAL PRODUITS	158 719,45	174 858,00	187 580,00
Bénéf.(+) ou Perte (-)	9 735,39	-13 339,29	225,00

Pour en savoir davantage sur la vie du Centre

Pour en savoir davantage sur les activités du Centre, vous pouvez commander le **rapport d'activité pour l'année 2000 et le programme 2000-2001** (4 pages).

A commander également, notre nouvelle **charte pour les bénévoles**, dont le but principal est d'améliorer leur accueil et parvenir à une plus grande participation active de nos sympathisants et sympathisantes.

Secrétariat: tel. 021/661.24.36, courrier électronique cmlk@cmlk.ch

Bilan	Au 31.12.99	Au 31.12.00
ACTIFS		
Disponibles		
Caisse	191,45	79,45
CCP	28 807,77	21 233,14
Banque Coop.	1 713,65	5 442,20
Sous-total Disponibles	30 712,87	26 754,79
Réalisables		
Loyer d'avance au site	671,10	671,10
Stocks marchandises	1 000,00	1 000,00
Actifs transitoires	1 167,80	0,00
Impôts anticipés	123,85	154,60
Sous-total Réalisables	2 962,75	1 825,70
Immobilisés		
Installations	1,00	1,00
Mobilier	500,00	500,00
Fonds spécial pour actions		
Informatique	1,00	1 101,00
Sous-total Immobilisés	502,00	1 602,00
TOTAL ACTIFS	34 177,62	30 182,49
PASSIFS		
Créanciers	336,54	294,00
Fonds spécial	10 000,00	10 000,00
Passifs transitoires	4 463,30	13 850,00
Capital au 31.12 précédent	-6 994,71	19 377,78
Compensation déficit 1998	16 637,10	
Report bénéfice (+) ou perte (-)	9 735,39	-13 339,29
TOTAL PASSIFS	34 177,62	30 182,49
Capital nouveau	19 377,78	6 038,49

L'exposition « Un poing c'est tout ? » à Genève On y retournera !

La première tournée romande de l'exposition « Un poing c'est tout ? » s'est conclue le 12 mai à Chêne-Bougeries. En attendant la rentrée, voici les impressions de l'animateur socioculturel qui avait organisé son accueil.

La surprise fut grande ! On croyait les adolescents blasés, eux qui donnent l'impression de déjà tout savoir, de tout avoir vécu avant leur majorité. Abreuvés qu'ils sont par des informations, des images, des points de vue diffusés à longueur de journée par un écran rectangulaire, ils nous disent que le futur ne les intéresse pas et qu'il a peu de chances d'exister.

Or voilà qu'arrive comme ça, dans l'Aula du Collège de la Gradelle à Chêne-Bougeries, petite commune de moins de neuf mille âmes, une chose faite apparemment de bric et de broc intitulée « Un poing c'est tout ? », une exposition pour dire non à la violence.

- Ouais, mais y a déjà eu une expo sur la violence ! ça sert à rien de remettre ça !

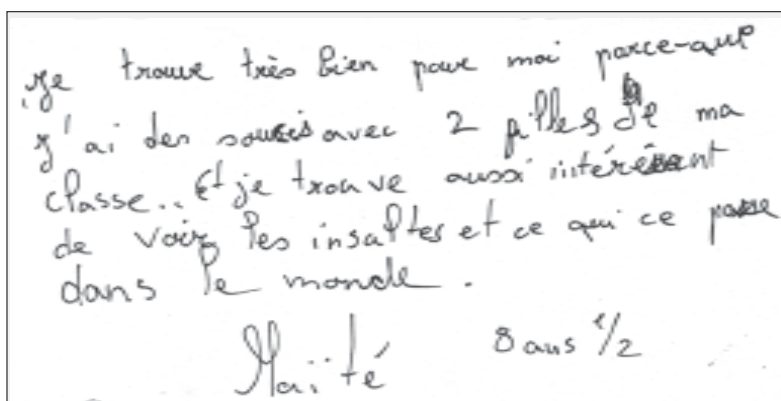
- Euh...je vous prie de m'excuser, ici c'est la non-violence le sujet.

- Ah ! Bon, j'vois pas c'que ça change...

Eh bien cela change beaucoup de choses. En effet, lorsque le Centre de Rencontres et de Loisirs de Chêne-Bougeries a décidé d'accueillir cette exposition, c'est bien parce que la non-violence doit impérativement être posée sur le devant de la scène, alors que nous sommes saturés d'une violence dont on parle et qu'on voit quotidiennement partout.

Nous avons délibérément ciblé un public de jeunes de 12 à 20 ans. L'exposition étant ouverte durant les heures de cours, ce sont plusieurs classes des écoles secondaires obligatoires et post-obligatoires ainsi que des classes d'écoles professionnelles qui sont venues accompagnées de leurs enseignants visiter l'exposition.

Plus de 600 étudiants ont ainsi eu l'occasion de vivre l'aventure d'un parcours subtilement mis en scène qui les conduisait du « Salon de la violence » à la médiation et à l'action non-violente, en passant par les différentes étapes de la communication, de l'écoute, de la remise en cause de l'obéissance à l'autorité, de l'histoire de la non-violence, etc...



Il se dégageait à chaque visite de classe une grande émotion et une grande chaleur humaine. Enfin, une vingtaine de personnes se retrouvaient en même temps dans un univers sans préjugés, sans dogme et sans diktat.

Evidemment, les visites durant entre 30 et 40 minutes, il était impossible de tout visiter minutieusement, mais chacune et chacun pouvait être attiré-e par le sujet qui lui convenait le mieux et pouvait par la suite échanger ses impressions et ses émotions avec ses camarades.

Pour certains élèves, une préparation préalable avait été faite dans leur collège, ainsi les débats pouvaient être repris en classe. Pour d'autres, les professeurs ont préféré laisser la découverte se faire pour proposer de travailler plus tard sur des éléments présents dans l'exposition.

Toutes les personnes qui ont pris la peine de venir ont été enchantées. Elles ont remarqué que l'exposition est complète et complexe sans être compliquée, les sujets abordés sont accessibles à tous. L'humour est présent et les petits jeux bien pensés.

« Cela permet de mieux réfléchir » est la phrase que nous avons entendue le plus souvent à la sortie. Nous n'avons pas vu de visage triste ou fermé à la fin de la visite, chaque personne semblait être « regonflée » et plutôt optimiste.

C'est aussi ça la réussite d'une exposition pas comme les autres, qui fait que c'est le visiteur qui en est l'acteur, et que c'est par ses commentaires et sa participation que « Un poing c'est tout ? » continuera d'enrichir les esprits et les âmes.

Quant à nous, les responsables du CRL de Chêne-Bougeries, nous nous proposons de poursuivre sur le chemin de la non-violence en mettant sur pied annuellement une manifestation sur le sujet et ce dans le cadre de la Décennie de la culture de la paix.

Nous remercions très chaleureusement le CMLK de nous avoir permis de recevoir cette didactique et pédagogique exposition en tous points remarquable.

On y retournera !

Longue vie à « Un poing c'est tout ? » !

*Abdelkrim Bouzouzou
Animateur socioculturel
Centre de rencontres et de loisirs de
Chêne-Bougeries*

Dans le cadre de l'exposition, adultes et enfants peuvent s'exprimer par le dessin.

Courte victoire du "oui" à l'armement de soldats suisses à l'étranger, nous prenons acte !

Dans la courte victoire du "Oui" à l'armement de soldats suisses à l'étranger, nous voyons surtout celle d'une volonté de voir la Suisse participer activement à la vie du monde et à la résolution des conflits guerriers qui l'ensanglantent. Le CMLK poursuivra, certes, son soutien à l'adhésion de la Suisse à l'ONU, tout comme il avait soutenu le projet de participation aux "casques bleus" en 1994.

Cependant, nous étions opposés à la présente réforme, parce que la loi nous paraissait

maladroite et ouverte à des interprétations abusives. A ce propos, nous prenons acte des promesses du Conseil fédéral:

- ne jamais envoyer de troupes suisses dans des missions d'"imposition de la paix" (celles qu'une ou plusieurs parties au conflit refusent);
- nommer une commission extra-parlementaire de surveillance de ces missions;
- incorporer à cette commission des représentants des organisations et mouvements de paix.

Au-delà, rappelons que pour nous, l'armée suisse ne remplit aujourd'hui aucune fonction irremplaçable, et que nous soutenons par conséquent l'initiative du Groupe pour une Suisse sans armée (GSsA) visant à l'abolir.

Surtout, nous estimons infiniment plus utiles les missions civiles d'intervention pour la paix, et soutenons avec enthousiasme l'initiative (également du GSsA) "pour un service civil de paix", qui permettrait à la Suisse d'envoyer des équipes de civils hautement qualifiés dans des situations de conflit - en Suisse comme à l'étranger - dans le but de construire une paix durable et ferme.

*Ph. Beck,
membre du comité*

En bref

▼ Service civil 2003

Après 5 ans d'expérience, un nouveau projet de loi sur le Service civil est en cours de préparation (en consultation jusqu'à fin juillet). En particulier, le Conseil fédéral propose de réduire la durée d'engagement à 1,3 fois celle du service militaire. L'accomplissement du service civil peut aller jusqu'à 450 jours. C'est trop pour l'économie et il y a inégalité entre objecteurs reconnus et objecteurs condamnés.

L'efficacité du service civil est également redéfinie. Ce sera aux organes d'exécution de cibler les affectations (catastrophes, asile, social, environnement), en fonction de critères économiques. Et on tiendra mieux compte de la volonté des objecteurs de travailler à la promotion de la paix.

Enfin, il est prévu de clarifier dans la loi les conditions d'admission, trop floues. Par exemple, un objecteur doit pouvoir exposer un conflit de conscience de manière crédible sans pour autant fonder son argument sur la non-violence.

Source : FNU/L'impartial, Le Courrier du 3 mai

PS : Si vous avez envie de participer à cette consultation, contactez le CMLK !

▼ Protection de la population, le civilistes sont concernés

Le Conseil fédéral a élaboré un plan directeur de la protection de la population, actuellement en consultation. Il propose une adaptation des instruments aux menaces actuelles et à celles qui se dessinent. Les dangers "très dynamique et complexe" sont les catastrophes naturelles ou anthropiques; les migrations; la manipulation et la mise hors service des réseaux informatiques et des infrastructures de télécommunication; les restrictions à la liberté des échanges et les pressions économiques, les développements technologiques pouvant représenter un danger pour la sécurité; le terrorisme, l'extrémisme violent, l'espionnage, la criminalité et le crime organisé; la prolifération des armes de destruction massive et des systèmes d'armes à longue portée; les guerres civiles.

Au début de la phase de mise en oeuvre du nouveau système de protection de la population, en 2003, l'obligation de servir devra encore se fonder sur l'actuelle Constitution fédérale. Les obligations que l'on connaît aujourd'hui seront maintenues. Par contre, les personnes qui auront accompli intégralement leurs obligations militaires ou le service civil ne seront plus astreintes à servir dans la protection civile.

Service civil

Recherchons sur Neuchâtel :

**un permanent bénévole
pour encadrer les personnes
souhaitant faire une
demande en service civil.**

Jean-Luc Portman a pris la décision de découvrir de nouvelles aventures. Nous profitons de le remercier pour sa fidélité et lui souhaitons de très beaux moments à vivre.

Causes Communes Vaud, Parlons-en !

L'association Causes Communes Vaud (CCV) a été créée, puis soutenue par le CMLK, avec d'autres partenaires. Fondée en 1994, elle appuie les communes d'ex-Yougoslavie qui tentent de reconstruire les liens que la guerre a fait voler en éclats. Nous n'en avons plus parlé ici depuis décembre 1998. Le temps est venu de lui redonner une place amplement méritée.

Rappelons que Causes Communes Suisse (CCS) est une association créée par des municipalités suisses désireuses de soutenir les efforts des communes de Yougoslavie, Bosnie-Herzégovine, Croatie ainsi qu'au Kosovo et en Macédoine dans leurs démarches visant à promouvoir un climat de coopération et de bonne intelligence entre citoyens de différentes nationalités. CCS comprend aujourd'hui douze groupements régionaux, dont trois en Suisse romande.

L'association Causes Communes Vaud a été fondée à Lausanne le 22 juin 1994.

Le Cirque

Afin de réunir des enfants provenant d'horizons, de cultures et de religions différentes, Causes Communes Vaud a imaginé de préparer et de présenter un spectacle de cirque. Le Village Pestalozzi de Trogen (Argovie) a ainsi accueilli 60 enfants: des Suisses, des Bosniaques réfugiés en Suisse et d'autres provenant de Slovénie. Trois comédiens et des animateurs ont su les motiver en leur permettant de s'exprimer au travers d'ateliers de jongleurs, d'acrobates, de clowns ou encore dans un «groupe de presse» chargé de produire articles et cassettes vidéos. De plus, ces enfants ont pu se confronter à des exercices de communication non-violente et d'expression de la personnalité.

Cette démarche a ainsi fait coexister en communauté des enfants fragilisés par la guerre, déracinés par l'exode ou marqués par la haine et les rivalités inter-ethniques, en satisfaisant leur besoin de vivre. Communauté que les enfants ont affirmée en présentant les musiques de leur région respective.

Son champ d'action est la ville d'Osijek en Slavonie Orientale. Je tiens à remercier ici Béatrice Crabbé-Béguin, ancienne secrétaire et toujours amie du CMLK, qui était au nombre des fondateurs. Son esprit, toujours habité par la non-violence et la réconciliation, et son travail inlassable ont permis l'essor de CCV. Une reconnaissance qui s'adresse également à Irène Gardiol, cofondatrice et toujours active, ainsi que, avec beaucoup d'autres, à Jean-François Righetti, qui a rejoint ultérieurement l'association et qui y donne beaucoup d'énergie.

Depuis ce déjà lointain été 1994, CCV a réalisé de nombreuses rencontres sur place à Osijek, à commencer par une prise de contact avec les autorités communales et avec l'Ambassade de la démocratie locale, afin de procéder à l'inventaire des besoins et des personnes de contact sur place. En progressant, CCV a ciblé ses activités sur le Centre pour la paix et sur les jardins d'enfants. Un camp international de jeunes a été mis sur pied dans le Village Pestalozzi à Trogen, pour encourager les activités communes d'enfants de langue et de culture différentes, pour favoriser un climat de confiance et pour lutter contre la méfiance et l'incompréhension. Succès complet, dont l'apogée fut Le Cirque.

Mentionnons encore la participation de 12 jeunes de Suisse à un camp organisé avec ProNatura «sur les traces de l'ours».

Un engagement sur le long terme

Ces deux dernières années, CCV a non seulement tenu le coup, mais a progressé! L'association vaudoise reçoit de CCS les rapports de situation en Serbie, Bosnie et Kosovo. Le congrès des communes partenaires aura lieu à Ohrid en Macédoine du 21 au 23 septembre 2001, CCV y sera représenté.



*Petites soeurs grâce à CCV.
Photo d'Aline. Osijek, Pâques 2001.*

De nombreux projets sont à l'étude, parmi lesquels l'ouverture d'un magasin agricole à Popovac (à une trentaine de km d'Osijek), mais, hélas, parfois ils subissent des retards par manque de moyens financiers. Par exemple, CCV ne pourra soutenir le projet de Popovac qu'avec une contribution de 500 francs.

Ces difficultés, bien connues et partagées par d'autres associations, n'empêchent pas CCV d'organiser des cours d'informatique et d'anglais à Bilje et de supporter d'autres projets en 2001. A Pâques, un groupe de jeunes vaudois a été invité à Osijek pour quelques jours, en réponse à l'accueil fait ici aux enfants de l'orphelinat Klasie de Osijek. Comme vous voyez, CCV poursuit ses buts avec constance et efficacité. Un engagement qui est appelé à durer, la construction d'une société civile pacifiée exigeant un effort commun à long terme.

*Violetta Fasanari-Bourquin,
membre du comité du CMLK*

Bonne chance, Philippe Beck !

Lors de la dernière assemblée générale du CMLK, Philippe Beck avait annoncé qu'il quitterait le comité. Il souhaite prendre une année sabbatique, en guise de cadeau pour ses 50 ans. Comme personne de référence, il restera toutefois en relation avec le Centre. Il faut dire que Philippe a été actif au sein de l'association depuis 1978 : la non-violence ne lui est donc pas étrangère. Il a, entre autres, impulsé la création de l'antenne lausannoise des Brigades de paix internationales et des AsmedVD/GE. Beaucoup de chose à dire sur sa trajectoire. Une petite brochure

"Philippe Beck, Centre Martin Luther King : la paix au quotidien", éditée en 1984, reflète son passage au Centre en tant que secrétaire. La plume y est engagée tout comme les illustrations (disponible au centre de documentation).

Le monde entier régi par la violence!



Outre son importante implication pour le CMLK, Philippe est également formateur à la résolution non-violente des conflits. Un engagement particulièrement central. Il continuera à offrir de son temps pour le programme annuel de formation organisé avec le MIR et PBI et poursuivra à en faire une activité professionnelle.

En vue de son départ, Philippe a remis à la nouvelle équipe de nombreux dossiers. Aïe ... Ouïe ... y a beaucoup à suivre. Pour remplacer ce "dinosaur", la relève nécessite plus d'une personne. On vous attend ! D'ici là, Philippe, tout le monde te souhaite, durant ton année sabbatique, de magnifiques rencontres

Ce petit mot est signé Sandrine, mais il aurait pu être écrit par de nombreuses autres personnes. Merci Philippe !

SB

Nouvelles brèves

▼ Hommes-Femmes

Cultiver les racines de la paix

Le dernier numéro de Non-Violence Actualité pose l'importance de la lutte contre les violences envers les femmes, les discriminations qu'elles connaissent. La valorisation de l'Argent, de la force physique et de la réussite individuelle fait la part belle à la violence et à l'exclusion.

En vente au CMLK, Fr. 6.-

▼ 200 CHF + 200 CHF

Il ne s'est pas rendu à l'exercice de tirs et n'a donné aucune explication à ce sujet à l'autorité. Résultat : une amende de 200 CHF et ... une décharge d'adrénaline. Le coupable, Olivier L. pour ne pas le nommer, a choisi le meilleur antidote possible : il a versé en même temps 200 CHF au CMLK. Nous le remercions vivement pour son geste réparateur et bienfaisant.

▼ Rendez-vous au "Café du Conflit"

S'inspirant des cafés philosophiques, Isabelle Bieri organise des rencontres autour du thème de la médiation.

Café-restaurant du nouveau Théâtre du Passage à Neuchâtel

Les dates sont annoncées sur le répondeur de MédiaNE, 032/725.18.18

▼ Martigny Brut

Martigny Brut. Délicieusement Brut. Vous vous rappelez sûrement des affiches grand format placardées en différents endroits. Une bouteille de vin mousseux. Une femme en tenue de soirée. Un oeil au beurre noir. Choquant ... La maison Bacardi-Martigny, a voulu montrer une situation qui pourrait se produire à l'ouverture d'une bouteille de vin mousseux, tout en illustrant de façon paradoxale, le lien entre ce banal incident et l'intensité de la boisson. Plus souvent que frappées par le bouchon d'une bouteille de champagne, les femmes (1 sur 5 en Suisse) se retrouvent avec un oeil tumé-

fié des suites d'un coup violent porté par leur conjoint. Pour le bureau de l'égalité du Département de l'économie de l'Etat de Vaud, les gens associent d'entrée l'oeil tuméfié de la femme à un contexte de violence physique. Un message tendancieux qui porte à croire que la violence envers les femmes serait un acte apprécié qui leur procure du plaisir. La Maison Bacardi-Martigny est de mauvaise fois. Le Bureau de l'égalité porte plainte. La Commission Suisse pour la Loyauté somme un renoncement à toute évocation d'actes de violence, notamment envers des personnes de sexe féminin.

Ne nous laissons plus choquer par la publicité. Rédigeons des lettres de lecteurs et de lectrices. Nous ne sommes pas des paillassons.

Sources : Bureau de l'égalité

▼ Jardin Robinson d'Onex

Le Jardin Robinson se place tel un vaste terrain d'expériences relationnelles et éducatives pour les enfants du primaire, dans

le sens d'une complémentarité au milieu familial et scolaire. Sous le pôle médiation et communication non-violente, la charte de cette association stipule : "demander de l'aide à un adulte si quelque chose ne va pas bien, c'est important de communiquer ses besoins et de chercher des solutions constructives et positives ensemble". L'un des projets est la création de forums sur la régulation et la médiation de la dynamique des enfants (recherche de solutions positives, négociation et écoute de l'autre, travail sur la charte des enfants du Jardin Robinson). Ce projet concerne les enfants de 6 à 13 ans. Il existe déjà en fonction des situations concrètes rencontrées au quotidien. D'autres Jardin Robinson sont également développés dans d'autres parties de la Suisse romande.

Contacts : 022/793.50.75

▼ Toutes les enquêtes ne sont pas biaisées

Une Enquête Mondiale a récemment été réalisée. Elle contenait la question suivante : S'il vous plaît, quelle est votre opinion sur la pénurie d'aliments dans le reste du monde ?

Cette enquête fut un échec total car ..

En Afrique, personne ne savait ce qu'étaient des "aliments"; en Europe occidentale, personne ne savait ce qu'était une "pénurie"; en Europe de l'Est, personne ne savait ce qu'était une "opinion"; en Amérique du Sud personne ne savait ce que signifie "s'il vous plaît" ... et aux Etats-Unis, personne ne savait ce qu'était le "reste du monde" !!!

Source : E-CHANGER (E-CH),
partenaires dans l'échange et pour le
changement, e.ch@worldcom.ch

▼ Les Araignées 2001

Quand les araignées unissent leurs toiles, elles peuvent lier un lion (proverbe éthiopien). Cette année encore, "Les Araignée partiront en vacances", puisque l'expérience de l'été 2000 a suscité un vif intérêt. L'objectif central est l'éducation à la paix, la compréhension et la résolution des conflits. Un moment d'intégration des étrangers en Suisse et des Suisses avec les étrangers.

Contact Ann Avery, tel/fax 022/733.06.16
Rapport d'évaluation disponible au CMLK.

▼ Des billets verts en changeant de lunettes

La Déclaration de Berne et le WWF Suisse ont réalisé ensemble un nouveau guide des placements responsables en Suisse, "Mettre votre argent au vert ?".

Commande : Déclaration de Berne, 021/
624.54.17; une ONG qui fait également
partie du Site 52

Au fait, la Banque alternative BAS y est citée. Cela me rappelle que Christel Berset, sympathisante du CMLK, m'avait lancé un petit coup de fil pour que Terres civiles annonce les 10 ans de la BAS. Une occasion, aussi, de réfléchir pour y ouvrir un compte. Bonne fête ! Bonnes vacances ! Et n'oubliez pas de mettre vos lunettes de soleil !

Information : BAS Lausanne, 021/
319.91.00

▼ Centre de documentation

Des listes bibliographiques peuvent être faites à la demande. Le catalogue informatisé peut être consulté au CMLK ou sur internet (www.cmlk.ch). Vos suggestions pour de nouvelles acquisitions sont les bienvenues.

▼ Fête de la Bonneville

Il était une fois un lieu appelé Bonneville où seront, assemblés de partout, enfants, femmes, hommes, et hirondelles amies. Entre la forêt de ruines et un ruisseau tranquille sera montée l'espace d'un été, une cité de toile. Aritsans, marmitons et troubadours en costume, ressusciteront le mythe heureux d'un temps révolu pour y rechercher les pistes égarées d'un mieux être

et d'un mieux vivre, d'un être en soi, d'une authenticité. Visiteurs, visiteuses, bienvenues aux manifestations publiques : jeux de rôle, concerts, ateliers pour enfants, camps, hébergement, piscine (du 5 juillet au 5 août).

Information et réservation camps : 032/
857.30.10 (14-16h).

Réservation dîner-spectacles et concerts :
ATE, 0900.550.440. (8-17h)

▼ Communication non-violente

Une envie d'emporter en vacances avec soi un livre sympathique ? "Les mots sont des fenêtres (ou des murs) : Introduction à la communication non-violente". Un ouvrage agréable à lire : très simple dans son principe pour améliorer et assainir notre relation tant avec nous-même qu'avec autrui. Nombreux exemples et dialogues introduisent des pistes enrichissantes pour transformer des conflits potentiels en dialogues paisibles, à dire ce que nous désirons sans susciter l'hostilité, à entendre derrière les mots, etc.



En vente au CMLK, Fr. 28.- (participation
aux frais d'envoi, Fr. 2.-).

Recherchons

**Film historique sur M.L. King. en trois épisodes,
réalisé par Abby Mann et diffusé sur TF1 en 1980 :
le boycott des bus de Montgomery; de Birmingham à Montgomery;
la mort de M.L. King.**

Nous recherchons le premier épisode sur le boycott des bus.

Non-violence à l'école ?

Un effort conjugué au quotidien

Avec la Décennie pour la paix, l'une des priorités porte sur l'éducation. Dans ce cadre et pour poursuivre notre rapprochement avec les milieux scolaires, nous donnons cette fois-ci la parole à Anne-Claude Laurent. Elle enseigne depuis l'été 2000 le français et l'histoire à des élèves de 10 à 14 ans (niveau 5ème hétérogène + niveau 7ème voie secondaire baccalauréat) dans l'établissement secondaire des Bergières à Lausanne.

La décennie pour la promotion d'une culture de la non-violence et de la paix au profit des enfants a débuté cette année. En tant qu'enseignante, quelles sont vos attentes à ce propos ?

Débuter ce métier d'enseignante au début de la décennie pour la promotion d'une culture de la non-violence et de la paix au profit des enfants est réjouissant pour moi. Je ne m'attends toutefois pas à ce que de grands moyens soient mis à la disposition de l'école pour promouvoir cette décennie, mais je souhaite que de nombreux rappels de cette résolution soient diffusés un peu partout dans les établissements scolaires, aussi bien du côté des enseignants que de celui des élèves.

Ces «pense-bête» permettraient de ne pas laisser la non-violence et la paix être assimilées à des : «Soyons cool et tous gentils» !. La non-violence, c'est s'affirmer, oser se dire, respecter et se faire respecter, exprimer ses limites, etc. Autant d'attitudes nécessaires au sain développement de l'individu et qui peuvent être à la source même de conflits.

J'attends donc qu'on prenne vraiment conscience dans les écoles de la nécessité d'apprendre à gérer les conflits (plutôt qu'à les éviter à tout prix) et à déboucher sur d'autres issues que la violence (par exemple par des forums de discussion, de la médiation, des prises de décisions par con-

sensus, un apprentissage de la communication non-violente, etc.).

Vous avez suivi le programme de formation 1999-2000 sur la résolution non-violente des conflits proposé par le CMLK, PBI et le MIR. En été 2000, vous avez commencé à enseigner - quels liens pouvez-vous faire entre ces deux parcours ?

A la fin de mes études de Lettres, en 1996, je ne me voyais vraiment pas enseigner. Enseigner une branche sur la base des moyennes ? Non merci. J'avais en plus très peur de me mettre, en faisant ce métier, à penser en terme de «bons» et de «mauvais» élèves. Heureusement pour moi, mes quelques postulons de cette époque dans les écoles n'ont pas abouti.

Après une période de chômage, j'ai travaillé dans le domaine associatif, et suivi dès 1999 et par pur intérêt personnel, le cycle de formation à la Résolution non-violente des conflits.

Un déclic s'est produit vers la fin de ce cycle : «Maintenant, je peux enseigner, les outils de communication non-violente qui me manquaient, existent !». Le contexte de l'école vaudoise en mutation, bien qu'il me laisse très critique, était de plus idéal pour commencer le métier avec mon bagage; et c'est parce que j'ai suivi cette formation à la résolution non-violente des conflits que j'ai été choisie pour la place que j'occupe actuellement.

C'est donc le souci d'une saine relation aux élèves qui fonde ma motivation pour enseigner, avant celui de l'acquisition de la matière.

P.S. : Dans ma pratique quotidienne, je me sens souvent bien maladroite, tâtonnante, voire parfois un peu dépassée; je n'hésite pas à partager mes soucis et mes doutes et je continue à me former.

Auriez-vous des exemples concrets de l'utilisation de la non-violence au quotidien ?

Dans ma pratique quotidienne actuelle, l'utilisation de la non-violence se mani-



Omero Redi

festes principalement par la mise en place de règles et de limites, parfois discutées et venant des élèves, d'autre fois venant de moi et imposées. J'essaie également de pratiquer la non-violence par l'écoute, par l'acceptation de l'affirmation des élèves sans oublier la mienne propre, par la fermeté sans humiliation lorsque mes limites sont touchées et en explicitant mes attentes le plus clairement possible.

Concrètement, une fois par semaine environ, je récolte des suggestions anonymes qui seront lues devant la classe et dont la seule contrainte est qu'elles soient écrites à partir de ce que chacun ressent (par exemple : «Je n'ai pas du tout aimé ce cours» et non pas «Ce cours est nul»). Ces moments de suggestions, faute d'aboutir pour l'instant à l'élaboration d'un forum de classe, permettent un espace d'expression qui me paraît nécessaire au sein d'une classe. Je suis actuellement confrontée à une étape de crise de ce procédé : certains élèves estiment en effet que ça ne sert à rien de dire les choses, si elles ne changent pas aussitôt; de plus il est difficile pour moi de leur faire comprendre que je peux écouter, sans pour autant être d'accord avec tout ce qui est dit - et que mon avis divergent ne signifie pas que le leur n'est pas valable ...

Bref, je dirai qu'en tant qu'enseignante, utiliser la non-violence au quotidien, c'est faire de mon mieux en restant proche de mes motivations et de qui je suis !

Anne-Claude Laurent

Nouveau programme de formation !

Depuis 1996, Peace Brigades International, le Mouvement international de la réconciliation et le CMLK co-organisent des stages de formation, pour des groupes de 10-15 personnes. Ils sont basés sur l'interactivité. Les animateurs et les animatrices apportent un cadre et les participant-e-s des situations de travail. Centrés sur la résolution non-violente des conflits, les onze temps de formation proposés ici permettent d'en aborder les aspects les plus divers. Le programme forme un tout cohérent, mais chaque journée et chaque week-end peut fort bien être suivi-e séparément.

Affirmation de soi - 1er septembre 2001

Cette journée sera consacrée au travail sur l'estime et le respect de soi. Prendre conscience de ses ressources et savoir dire « non » sont des éléments fondamentaux pour apprendre à s'affirmer, et donc mieux vivre les conflits.

Animation : Philippe Beck et Jean-Philippe Faure

Communication non-violente - 29/30 septembre

La communication non-violente s'adresse à toute personne désireuse d'améliorer sa capacité à communiquer avec autrui.

Ce week-end permettra de nous entraîner à nous exprimer avec sincérité et à écouter avec empathie, en nous centrant sur les sentiments et besoins de chacun.

Il comportera aussi une introduction générale à la résolution non-violente des conflits.

Animation : Frédérique Rebetz et Marlyse Gehret

Les émotions dans les conflits - 27 octobre 2001

Lorsque montent en nous certaines émotions, nous nous sentons submergés, paralysés, et la communication se brouille, aussi bien avec soi-même qu'avec autrui.

Nous verrons ensemble quel rôle ces émotions peuvent jouer dans la résolution d'un conflit.

Animation : Chantal Furrer Rey et Frédérique Rebetz

Face à la violence - 24 novembre 2001

La violence constitue l'une des pires évolutions possibles du conflit. Elle nous bouleverse et peut nous paralyser. Comment pouvons-nous malgré tout l'affronter, comme victimes ou comme témoins ? Comment, tout en nous protégeant, nous donner les meilleures chances de faire redescendre la tension jusqu'à une forme de conflit acceptable, où nous pourrions dialoguer, négocier ? Comment, en particulier, surmonter notre peur ?

Animation : Philippe Beck et Chantal Furrer Rey

Introduction à la médiation - 8 décembre 2001

La médiation permet d'aider les personnes en conflit à nouer ou renouer le dialogue, à mettre à plat tous les aspects du conflit, puis à imaginer et trier de possibles solutions. Elle utilise largement l'écoute et l'empathie (*la participation préalable à la session communication non-violente est vivement encouragée*),

Introduction pratique à cette technique et aux « savoir être » qui lui sont propres.

Animation : Frédérique Rebetz et Marco Allenbach

Mes attitudes face au conflit - 12 janvier 2002

Chacun-e de nous a sa ou ses manières propres de réagir en cas de conflit, en fonction de son histoire, de son caractère, etc. Cette journée aidera à déterminer ces « habitudes », à vérifier si (et quand) elles sont adaptées, et à exercer des « attitudes de rechange » pour le cas où elles ne le sont pas.

Animation : Fernand Veuthey et Frédérique Rebetz

LES SAMEDIS

ont lieu de 9h à 17h à Lausanne.

Les WEEK-ENDS

à Longirod (VD), du samedi 10h au dimanche 17h.

Prix :

Samedi : membres de PBI, du MIR ou du CMLK, CHF 60.- par journée; non membres CHF 120.-. Les participant-e-s apportent leur pique-nique de midi; les boissons chaudes et froides sont fournies.

Week-ends : membres CHF 120.-; autres CHF 240.-. Ajouter environ CHF 70.- pour frais de pension, payables sur place.

Réduction : de CHF 30.- par journée dès la 10^e journée.

Inscriptions : par écrit, le plus tôt possible (coupon-réponse ci-joint).

Le paiement est dû dès acceptation de l'inscription et en vaut confirmation. En cas d'annulation annoncée au plus tard deux semaines avant la session, CHF 20.- sont gardés pour frais de dossier. Pour des annulations plus tardives, le remboursement n'a lieu que si un-e participant-e de remplacement est trouvé-e.

Chaque session sera confirmée au plus tard 8 jours à l'avance. La confirmation comprendra un plan de voyage et parfois un petit dossier de préparation.

Animation de groupe - 2/3 février 2002

Qui n'est pas las de ces séances interminables, tendues, brouillonnes... ? S'initier à l'animation de groupes, c'est se donner les moyens d'améliorer le fonctionnement des groupes dont nous faisons partie. Même un « conseil de famille » ne s'en déroulera que mieux !

Ce week-end abordera les techniques de base de l'animation. Chaque participant-e qui le désire aura l'occasion d'animer un moment.

Animation : *Fernand Veuthey et Chantal Furrer Rey*

Conflits de culture - 2 mars 2002

Ici ou ailleurs, la rencontre avec des personnes provenant d'une autre culture, au-delà de sa richesse, peut provoquer certains conflits, au niveau professionnel comme dans la vie privée. Comment faire pour rester soi-même et respecter l'autre dans sa différence ?

Animation : *Chantal Furrer Rey et Fernand Veuthey*

L'action non-violente - 23 mars 2002

L'action non-violente prolonge la résolution non-violente des conflits proprement dite lorsque tout dialogue est impossible; elle vise justement à permettre ce dialogue, en modifiant le rapport de forces dans le conflit. Nous étudierons des outils d'analyse de la situation problématique et l'élaboration d'une stratégie d'action non-violente.

Animation : *Philippe Beck et Fernand Veuthey*

Prise de décision par consensus - 27 avril 2002

Le consensus, ce n'est ni l'unanimité, ni le compromis. Prendre les décisions par consensus, c'est se donner les moyens de déterminer *la meilleure solution qui satisfasse les principaux besoins de tous*, sans négliger personne et de façon que tous se sentent liés à la mise en acte de la décision prise.

Animation : *Chantal Furrer Rey et Marlyse Gehret*

Les conflits dans un groupe - 8/9 juin 2002

Equipe de travail, comité d'association, bande de copains... tout groupe connaît des conflits, passagers ou récurrents. Cela peut finir par quelqu'un claquant la porte, ou par l'impossibilité de mener à bien la tâche fixée.

Cette journée simulera de telles situations (tirées de la pratique des participant-e-s) et exercera les outils permettant de les gérer au mieux dans un esprit non-violent.

Animation : *Philippe Beck et Frédérique Rebetz*



Coupon-réponse à renvoyer à : Rolf Keller, Schlosstr. 39, 3672 Oberdiessbach. \ (031/771 27 43)

Nom, prénom, adresse exacte : _____

Tél. Journée : _____ soirée : _____ e-mail : _____

N° CCP ou compte en banque (pour rembourse. Eventuel) : _____

Déjà **membre*** : de PBI du MIR du CMLK Ai déjà participé à tout ou partie
 Désire **adhérer** : à PBI au MIR au CMLK de la formation en

* Joindre une copie du versement de votre cotisation

Désire recevoir une documentation des trois mouvements en vue d'une éventuelle adhésion

S'inscrit aux formations suivantes :

- | | | |
|--|--|--|
| <input type="checkbox"/> Affirmation de soi
1 ^{er} septembre 2001 | <input type="checkbox"/> Introduction à la médiation
8 décembre 2001 | <input type="checkbox"/> L'action non-violente
23 mars 2002 |
| <input type="checkbox"/> Communication non-violente
29-30 septembre 2001 | <input type="checkbox"/> Mes attitudes face au conflit
12 janvier 2002 | <input type="checkbox"/> Prise de décision par consensus
27 avril 2002 |
| <input type="checkbox"/> Les émotions dans le conflit
27 octobre 2001 | <input type="checkbox"/> Animation de groupe
2-3 février 2002 | <input type="checkbox"/> Les conflits dans un groupe
8-9 juin 2002 |
| <input type="checkbox"/> Face à la violence
24 novembre 2001 | <input type="checkbox"/> Conflits de culture
2 mars 2002 | |

Date et signature : _____

Paix et sécurité : les racines prospectives de l'écopacifisme

Comme annoncé dans le "Terres civiles" no 11, nos colonnes sont ouvertes aux personnes intéressées à présenter leurs réflexions sur la défense suisse et/ou l'intégration européenne. Un large débat amorcé, de nombreux thèmes à aborder, une série d'articles ayant pour but d'identifier les problèmes.

Une des dimensions les plus importantes de la mondialisation contemporaine est que des idées comme le soutien de la paix, la dénonciation et la lutte contre la violence sous toutes ses formes ainsi que le respect du droit sont devenues des valeurs organisatrices de la pensée et de l'action de franges toujours plus importantes de la population. C'est réjouissant, même si nous sommes loin d'assister à un renversement du paradigme dominant, qui repose toujours sur la force et l'utilisation sans état d'âme d'une violence militaire ou structurelle pour préserver l'ordre du monde.

L'arrivée récente au pouvoir de Vladimir Poutine, puis de Georges W. Bush, dont les discours peuvent rappeler ceux de la guerre froide, nous force à une nouvelle vigilance en matière de politique internationale et à une redéfinition de principes clairs en matière de sécurité collective et de politique de paix.

Considérons d'abord que rien n'est jamais acquis ou joué d'avance et que, partant, l'action politique a un sens et doit, par souci d'efficacité et de cohérence, reposer sur des principes qu'il faut périodiquement revisiter. Rappelons ensuite quelle a été, jusqu'à présent, l'originalité et la force des principes que j'appellerai ici «écopacifistes». C'est avant tout d'avoir su appréhender globalement de nombreuses aspirations nées des mouvements sociaux post-68 (féminisme, écologisme, pacifisme, droits humains), en donnant une priorité politique à l'approfondissement de la citoyenneté, tout en maintenant une stratégie de coopération critique avec les organisations de la gauche traditionnelle. Si l'écopacifisme a servi de socle à la mobilisation militante qui a abouti entre autres à la formation de partis Verts partout dans le monde à partir des années 80, il est une mouvance beaucoup plus large qui englobe des personnes, politiquement actives ou

non, à l'intérieur ou à l'extérieur de partis politiques, dont les Verts ne sont que l'une des expressions.

La double reconnaissance des limites écologiques à l'activité humaine d'une part, et de l'absurde menace que faisait peser la guerre froide sur l'ensemble de l'humanité d'autre part, a conduit à l'aspiration à une sécurité humaine planétaire reposant sur le respect des droits fondamentaux. Jusqu'en 1989-90, les écolo-pacifistes et leurs alliés dissidents des régimes autoritaires de l'Est se trouvaient dans une position très marginale par rapport aux autres forces politiques, qu'elles soient libérales ou socialistes. Dix ans plus tard le système mondial s'est transformé avec une telle rapidité que l'on a de la peine à se souvenir à quel point ces idées passaient pour irrationnelles et ces recommandations pour utopistes.

La chute de l'URSS a fait éclater l'ordre mondial structuré par la guerre froide. Le

nouveau système mondial qui a résulté de ce bouleversement a vu l'ONU et le droit international formel jouer un rôle grandissant dans les relations internationales, sous une hégémonie à peine voilée des États-Unis autoproclamés «gendarmes du monde». Les promesses de l'avènement proche d'un droit et d'une justice internationaux ont mis à rude épreuve l'ensemble du mouvement de paix (dont les Verts), principalement pendant la guerre contre l'Irak, puis pendant les guerres en ex-Yougoslavie, notamment lors de l'entrée en guerre de l'OTAN contre la Serbie. Systématiquement ballottés au fil des événements dramatiques, entre la social-démocratie et l'extrême gauche, les écolo-pacifistes se sont le plus souvent contentés de répondre au coup par coup aux décisions de l'OTAN ou du Pentagone. Ils se sont alors retrouvés dans l'incapacité de faire référence à des principes éthiques et politiques qui s'étaient avérés opérants pendant

Cris d'Europe, Pierre Gay



la guerre froide. Ils se sont vu privés non seulement d'une grille de lecture commune du système mondial en vigueur, mais également des fondements partagés de l'action militante qui reposaient principalement sur la «non-violence active».

Il est aujourd'hui d'une très grande importance politique pour l'ensemble du mouvement Vert de reformuler une conception originale de la politique de paix et de la sécurité humaine qui corresponde à la fois aux principes fondamentaux du mouvement écolo-pacifiste et aux aspirations des populations en matière de paix et de développement durable.

Le défi est de taille, car nous sommes confrontés au paradoxe suivant: tout le monde ou presque, de l'ONU au Forum de Davos en passant par la plupart des États, adopte désormais dans les grandes lignes le discours de la paix, de la sauvegarde de la planète, de l'égalité entre femmes et hommes, du respect des Droits de l'homme et des minorités, et ceci est une victoire. Dans le même temps, l'impérialisme politique, économique et financier n'a jamais été aussi imposant et discrétionnaire, le nombre de guerres n'a cessé d'augmenter, de même que la misère (en termes absolus) et la disparité relative entre riches et pauvres: ceci annonce une sévère défaite, à moins que nous n'arrivions à rassembler au plus vite les forces sociales capables de transformer cette victoire dans les idées en une victoire dans les faits.

Cinq principes pour une politique de paix et de sécurité

• Premier principe: une conception globale de la sécurité humaine

Sur le long terme, nous devons nous engager activement pour promouvoir une autre conception de la politique en matière de paix et de sécurité. C'est bien entendu aux causes des conflits qu'il faut attacher le plus d'importance. Le mal-développement, la raréfaction des ressources, l'insécurité alimentaire et économique, la persistance de régimes autoritaires corrompus et prédateurs sont des causes bien connues et sur lesquelles il est impératif de peser de tout notre poids.

• Deuxième principe: démilitariser la sécurité

La sécurité est une chose trop importante pour la laisser aux militaires. La prévention et l'intervention dans les conflits doivent être conçues, préparées et exécutées par des femmes et des hommes, civils, formés en conséquence, donc indépendants des structures militaires actuelles. L'armée suisse, à l'instar de toutes les armées du monde, n'est pas adaptée au fonctionnement des institutions contemporaines fondées sur la mixité, une conception large de la citoyenneté, des relations horizontales plutôt que verticales et un contrôle extérieur efficace.

Il s'agit donc bien de féminiser la politique de sécurité collective, de la «civiliser», de la professionnaliser et de mieux la contrôler. L'institution militaire appartient fondamentalement à un autre temps et il serait illusoire et contre-productif, en termes de ressources humaines et financières, de vouloir la réformer. La fusion des départements des affaires étrangères et du département militaire (rebaptisé), et la subordination du second au premier, pourrait être un premier pas dans cette direction.

• Troisième principe: dénationaliser la sécurité

Nous continuons à penser, avec des schémas révolus, que la sécurité, c'est la défense, et que la défense, c'est la préparation à la guerre conçue comme la lutte des forces armées d'un pays contre un autre. Ce n'est plus le cas. Le concept de sécurité commune repose sur l'idée que «ma sécurité dépend de l'autre». Les habitants de la planète sont de plus en plus dépendants les uns des autres sur pratiquement tous les plans de l'activité humaine: écologiques, démographiques, économiques, financiers, technologiques et politiques. Par exemple, les problèmes d'environnement (climat, transport de déchets nucléaires, catastrophes technologiques, etc.) sont aujourd'hui des questions de politique étrangère puisqu'ils sont transnationaux dans leur essence et qu'ils font peser un risque sur notre sécurité.

Il est donc important de dénationaliser la sécurité et la défense. Démilitariser et dénationaliser la défense ne signifie pas - au contraire - s'opposer à la constitution d'une

force de police internationale qui puisse remplacer à terme les armées nationales. Mais cette force ne pourrait être démocratiquement opérationnelle que si elle disposait - à l'instar des polices nationales - du monopole de la violence légitime. La légitimité de cette force est donc la clé de voûte d'un système de police international et elle va de pair avec la démilitarisation nationale.

• Quatrième principe: développer la prévention civile des conflits

Nous en sommes encore loin, et c'est pour cette raison que nous devons engager la plus grande partie de nos moyens, aujourd'hui attribués à l'armée, dans des politiques de prévention des crises et de résolution non-violente des conflits.



Cris d'Europe, Pierre Gay

Le renforcement de l'ONU et des organisations régionales telles que l'OSCE permettrait de mettre davantage l'accent sur l'observation (alertes précoces), la diplomatie préventive, la médiation et même le rétablissement ou le maintien de la paix par des opérations civiles.

• Cinquième principe: la non-violence active

La non-violence ne consiste pas à rester passifs pour résoudre les conflits; elle permet de lutter activement pour qu'un monde meilleur soit possible. Il s'agit de s'abstenir de recourir à la violence. La définition de ce qui relève de la violence relève de l'éthique personnelle et diffère considérablement selon les lieux et les temps, et une

définition commune n'est souvent pas facile à établir. Toutefois, de l'action de Gandhi à celle de Mandela ou du Sous-commandant Marcos, un consensus est en train d'émerger dans les mouvements sociaux contemporains, notamment ceux issus de la lutte contre la mondialisation néolibérale.

D'une manière générale, l'action non-violente évite de s'attaquer à des personnes et dirige son énergie sur l'objet du litige. Ses moyens d'actions sont, entre autres, la grève, l'objection de conscience, la désobéissance civile, les auto-réductions, etc. Là encore, la Confédération devrait consacrer une partie importante du budget de la défense pour encourager la diffusion des principes, des stratégies et des techniques de l'action non-violente. Les cantons quant à eux pourraient, notamment dans les départements de l'instruction publique, mettre au point une véritable politique d'éducation à la paix qui reposerait à la fois sur l'apprentissage de la complexité des problèmes de sécurité, sur la résolution négociée des conflits et sur les techniques d'action non-violente.

Prospectives et perspectives

Actualiser notre compréhension des structures contemporaines du système mondial est aujourd'hui nécessaire si nous voulons redéfinir des perspectives de paix et de non violence. Les principes évoqués ci-dessus ne sauraient valoir que dans leur mise en pratique. Ils sont donc à discuter, à préciser et à approfondir, non seulement au sein de chaque parti politique et de chaque association qui s'en réclamerait - et je tiens à saluer ici l'initiative lancée par Terres civiles à l'instar des débats ouverts par le GSSA ou de la réflexion entamée récemment au sein des Verts -, mais également dans un large débat entre ces différentes associations ou partis.

Jean Rossiaud (*)

(*) Membre du comité des Verts genevois, chargé des questions de sécurité, anciennement actif dans le Comité Paix Genève et le Helsinki Citizens Assembly, chercheur et enseignant en sociologie à l'Université de Genève.
Contact: jean.rossiaud@ses.unige.ch

Le Service civil international souffle ses 80 bougies

Dans son engagement pour la promotion de la paix, de la solidarité et de la compréhension entre peuples de cultures différentes, le SCI poursuit un double objectif: soutenir des projets dont la réussite dépend d'un travail bénévole et offrir aux volontaires la découverte d'un pays ou d'une culture. Travailler ensemble à un but commun permet aux volontaires venus de différentes régions de se mieux connaître et d'acquérir davantage de tolérance.



"Les volontaires du groupe romand du SCI en visite dans le centre de réfugiés de Leysin"

Le *Service Civil International* est né sur les décombres de la Première guerre mondiale. L'idée d'organiser des chantiers voit le jour au cours d'une conférence internationale du *Mouvement international de la Réconciliation* (MIR), dans laquelle des Allemands expriment le désir de s'engager pour aider à réparer les dévastations de leurs compatriotes en France. Le premier chantier est organisé par Pierre Cérésolle et Hubert Parris entre novembre 1920 et avril 1921. Une équipe de volontaires internationaux est engagée pour reconstruire un village détruit près de Verdun. Les chantiers qui ont lieu dans les années 20 en Suisse servent de modèle pour montrer la pertinence et le sérieux d'un service civil pour les objecteurs de conscience. Et c'est en 1936 que les différents groupes de volontaires se regroupent en branches nationales coordonnées sous le nom de Service Civil International.

Après la Deuxième guerre mondiale, les activités du SCI s'étendent à d'autres pays d'Europe, d'Afrique, d'Asie, d'Amérique du Sud et du Nord. Les chantiers prennent une nouvelle orientation: l'autogestion, l'initiative personnelle, le partage des responsabilités, et l'égalité hommes-femmes acquièrent toujours plus d'importance.

La justice sociale, la lutte contre le racisme, le développement durable sont autant de thèmes que le SCI n'aborde pas que sur le plan théorique. Il veut montrer qu'il existe des alternatives non-violentes et respectueuses de l'environnement dans tous les domaines de la vie quotidienne. Le travail dans les pays en voie de développement permet à de nombreux volontaires de prendre réellement conscience de l'injustice économique et sociale. Dès les années 50, des chantiers sont organisés en Europe

de l'Est pour favoriser un véritable échange par-dessus le Rideau de fer. Ce travail s'est fortement intensifié avec les changements survenus à la fin des années 80.

Le SCI est actuellement constitué d'un réseau de 35 branches nationales et travaille avec plus de 50 organisations partenaires. Chaque année se déroulent environ 500 chantiers dans le monde entier, dont 20 à 30 en Suisse.

Travail avec les personnes réfugiées

D'après les Nations Unies, il y a actuellement 26 millions de personnes en fuite ou chassées. Travailler avec et pour les réfugiés a toujours été un aspect très important pour le SCI.

Pendant la Guerre d'Espagne (1937-39), les bénévoles du SCI ont travaillé du côté des républicains pour évacuer les enfants et les vieillards de Madrid assiégée vers Valence et ont aussi organisé des cantines pour les femmes enceintes, les mères, les enfants, et les personnes âgées.

Le SCI du Sri Lanka, avec l'aide de volontaires à long terme, s'occupe d'un camp de réfugiés à Puttalam, où vivent des musulmans ayant fui le nord du pays. Contraire-

ment aux réfugiés d'autres camps, ceux de Puttalam prennent eux-mêmes en charge beaucoup de travaux dont la construction de huttes d'habitation.

Le SCI Suisse organise plusieurs chantiers mixtes avec des personnes réfugiées. Nous y encourageons la présence de volontaires habitant en Suisse, qui ont la possibilité de découvrir le quotidien des réfugiés dans leur propre pays.

Travail concret pour la paix

Le symbole du SCI, une pelle brisant une épée, incarne notre engagement pratique pour la paix. Jadis, la devise était «Deeds not Words» – des actes, pas des mots. Mais les deux vont de pair et nous nous efforçons de relier les mots et les actes: pas seulement travailler, mais aussi nous confronter avec les buts et la raison d'être des projets dans lesquels nous nous engageons.

C'est pourquoi nous ne voulons pas éviter les questions politiques. Nous recherchons le dialogue avec les initiatives pour la paix et pour l'environnement, nous discutons

avec les représentants de courants politiques et religieux. Droits des minorités, chômage, désarmement, mouvements pour la paix, échanges Nord-Sud, dialogues Est-Ouest – tous ces thèmes sont d'une brûlante actualité et nous voulons en faire des thèmes de discussion lors de nos chantiers. C'est ainsi qu'à travers notre engagement commun, nous contribuons à faire avancer ici et là beaucoup de petits projets mus par un grand idéal.

*Michael Meier,
coordinateur romand du SCI*



Information et programme de chantier 2001 :

Service Civil International
Branche Suisse
Monbijoustrasse 32 - CP 7855
3001 Berne

Tél. 031 381 46 20, Fax 031 381 46 25
scich@access.ch, www.scich.org
Ouvert du lundi au vendredi de 9h à 12h et de 14h à 16h

T'chang : un jeu de table court, intelligent, étonnant, familial ...

Pour 1 à 4 joueurs ou joueuses. Durée 20 min. Règles du jeu en plusieurs langues.

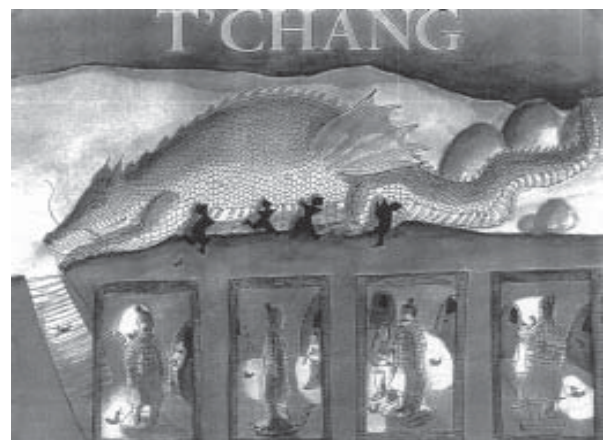
Le défi : Comment sortir tous ensemble d'une tombe chinoise peuplée de 7'000 statues de pierre ? Il y règnent l'ombre, le silence, quelques mygales, un scolopendre. Quatre dragons veillent aux sorties, il faut répondre aux énigmes qu'ils posent. Pour vous éclairer, quelques lucioles récoltées en cours de trajet .

Originalité : Personne ne peut gagner sans compter sur les autres. Le défi est plus grand ! Invitation à vivre l'utopie coopérative.

Prix : Fr. 70.- + env. Fr. 5.- de port.

Commande : Béatrice Crabbé, 1422 Corcelettes. Tel/fax 024/445.28.88.

Prêt : au CMLK



Une création de l'association belge "Casse-Noisettes : pour une autre idée du jeu". Troisième édition, plus de 5'000 jeux vendus en France, en Belgique, en Suisse.

PBI récompensé par le Prix Martin Ennals

La défense des droits humains a un prix

Le Prix Martin Ennals 2001 a été décerné aux Brigades de Paix Internationales (PBI) en mars dernier à Genève. C'est la première fois que ce prix gratifie une organisation et non un-e défenseur des droits humains. PBI est récompensé en particulier pour l'action non-violente de ses 40 volontaires en Colombie.

«En vingt années de travail dans des régions en conflit, PBI a appris que le rôle le plus durable que peut jouer la communauté internationale n'est pas d'imposer la paix, mais de créer un espace pour la paix.» C'est en ces termes que Jürgen Störk, membre du Conseil international de PBI (abréviation du nom anglais Peace Brigades International), a reçu le prix décerné à l'organisation par la Fondation Martin Ennals, le 29 mars dernier dans les studios de la TSR à Genève, en marge du Festival Médias Nord-Sud.

Par son accompagnement protecteur auprès de personnes menacées en raison de leur engagement pour la paix ou les droits humains, PBI cherche en effet à élargir l'espace d'action des organisations locales pour que celles-ci puissent poursuivre leur travail. La présence de volontaires internationaux suffit bien souvent à créer un effet dissuasif face à d'éventuelles agressions. «Si les condamnations à mort prononcées contre chacun d'entre nous n'ont pas été mises à exécution, c'est parce que nous ne sommes pas seuls, nous bénéficions de l'accompagnement de PBI», a relevé un défenseur colombien des droits humains.

Le Prix Martin Ennals, du nom du premier secrétaire général d'Amnesty International, est très important car il donne une visibilité au travail des défenseurs des droits humains. Plusieurs organisations mondialement connues composent la Fondation qui décerne chaque année depuis 1994 cette récompense, en particulier Amnesty International, Human Rights Watch, la Commission internationale des Juristes, l'Organisation mondiale contre la torture et la Fédération Internationale des Droits de l'Homme. Pour la première fois cette année, le prix est remis à une ONG et non à un ou une militant-e en faveur des droits humains, comme Asma Jahangir (Pakistan)



Le centre du BPT à Dragash (Kosovo/a) cherche à faire se rencontrer des personnes de différentes communautés. Ici des femmes kosovares et gorani apprennent ensemble l'anglais en jouant au «UNO». Copyright: PBI.

et Samuel Ruiz Garcia (Mexique), deux des précédents lauréats en 1995 et 1997.

PBI a été primé pour son travail de promotion de la non-violence et de protection des droits humains dans le monde entier et en particulier en Colombie, où près de quarante volontaires sur le terrain participent activement à créer un espace pour la paix. Une action d'autant plus nécessaire que les militants pour la justice sociale dans ce pays sont les premières victimes des groupes paramilitaires qui les soupçonnent d'être au service des guérillas. Les communautés de paix, constituées de personnes déplacées qui refusent d'entrer dans le cercle de la violence, sont elles aussi régulièrement la cible de menaces et parfois de massacres par les différentes parties en conflit. Dans ce contexte, l'accompagnement par des volontaires internationaux peut suffire à diminuer le risque d'attaques: le «coût» d'un attentat, rendu visible au niveau international par la présence de PBI

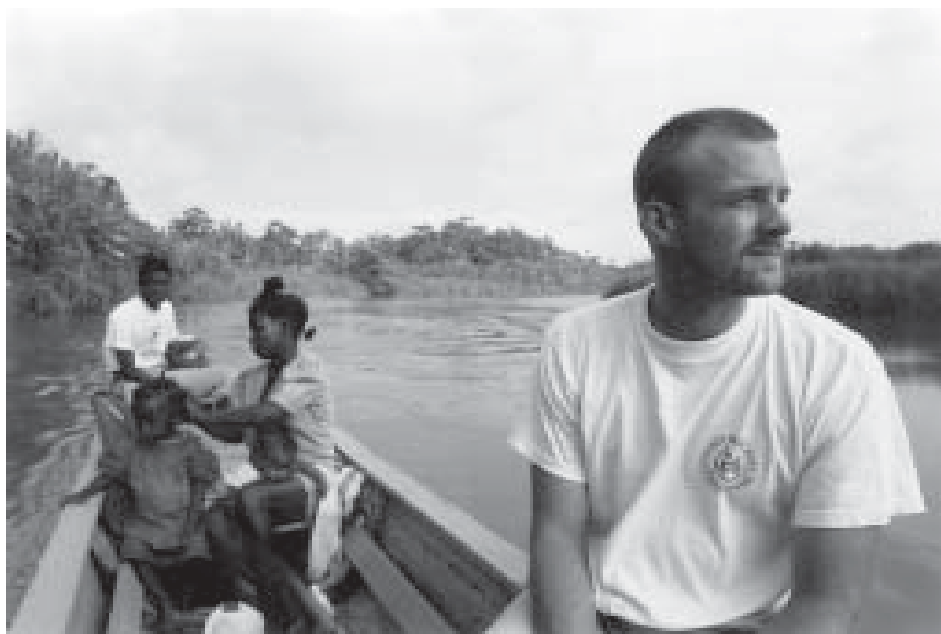
et par l'activation de son réseau d'urgence, serait trop lourd à assumer...

Toutefois, PBI n'est pas à l'abri des menaces: en février de cette année, à Barrancabermeja en Colombie, un volontaire suédois de PBI et la personne qu'il accompagnait, une militante colombienne de l'Organisation Féminine Populaire, se sont vu confisquer leur passeport et leur téléphone portable par deux paramilitaires présumés et ont été désignés «objectifs militaires». PBI a immédiatement déclenché son réseau d'appui, constitué de personnalités du monde entier. Les réponses ne se sont pas fait attendre: les ambassades, le Parlement européen, les organisations partenaires, le président colombien et même... le chef local des paramilitaires ont condamné cette agression. Le soutien international est d'autant plus important que l'espace d'action des ONG locales se réduit peu à peu et que de nombreux militants ont dû quitter le pays.

Hans Thoolen, président de la Fondation Martin Ennals, a rappelé que ce prix se veut un encouragement pour les défenseurs des droits humains, d'ordinaire peu reconnus: «PBI est l'expression la plus directe de la solidarité de la communauté internationale. Nous voulons faire part de notre gratitude à ceux qui risquent leur vie en toute connaissance de cause.» Selon Hina Jilani, rapporteur spécial de l'ONU pour les défenseurs des droits humains, «le travail de PBI est un travail extrêmement précieux, car il se fait au niveau local.»

Une reconnaissance qui tombe à point pour PBI qui fête justement cette année son vingtième anniversaire et qui vient d'être présenté comme candidat au Prix Nobel de la Paix 2001 par l'American Friends Service Committee, une agence humanitaire internationale qui a elle-même remporté le Prix Nobel de la Paix en 1947.

Manon Schick, PBI



Accompagnement protecteur de membres d'une communauté de déplacés dans la région d'Urba, en Colombie.
Copyright : PBI.

Fermeture du projet Balkan Peace Team

Lors d'une assemblée générale extraordinaire en mars dernier, le Balkan Peace Team (BPT) a décidé de cesser son activité dans les Balkans et de dissoudre l'association. Cette décision était basée sur le fait que les ressources et la structure organisationnelle du BPT ne permettaient plus de répondre à la situation actuelle.

Le BPT avait été fondé en 1993 par onze organisations de paix, dont PBI, dans le but de contribuer par la non-violence à la résolution des conflits dans les pays issus de l'ex-Yougoslavie. Après avoir travaillé durant plusieurs années en Croatie - à Zagreb et à Split pour accompagner des réfugiés menacés d'expulsion de leur logement - et en Serbie, l'équipe du BPT avait concentré son action après la guerre au Kosovo/a¹, à Pristhina et à Dragash (dans le sud du Kosovo/a). Le BPT a apporté un soutien à des militants locaux

qui travaillaient pour le changement dans le domaine des droits humains, de la paix et du dialogue entre les communautés, jusqu'à la décision de fermer le projet.

Néanmoins, de nombreuses organisations poursuivent leur travail pour la paix et la justice dans les Balkans. En particulier l'organisation française EPB (Equipe de Paix des Balkans), qui travaille également au Kosovo/a. Le projet récemment ouvert par le BPT, le centre pour jeunes à Dragash, a été remis à une autre organisation dans la région, avec l'engagement que ce centre passe par la suite sous la direction de la communauté locale.

Cette décision de fermeture du BPT n'enlève rien à la valeur du travail de ce projet pendant ces dernières années. Le temps, l'énergie et les ressources financières apportées par de nombreux soutiens et volontaires du BPT ont permis des réalisa-

tions importantes. Au fil de ses années d'activité, le BPT a apporté une expérience précieuse pour de futurs efforts dans le domaine de l'intervention non-violente au niveau local. Il a été particulièrement enrichissant pour le BPT de collaborer avec plusieurs organisations locales sur le terrain qui travaillaient dans des conditions très difficiles. Le comité du BPT continuera à suivre leurs efforts et cherchera de nouveaux moyens pour les soutenir. Une évaluation complète du projet sera menée dans le courant de l'année 2001.

M.S.

NOTE

¹ Kosovo en langue serbe, Kosova en langue albanaise

Humeur Internet

En Italie je connais un Big Brother, en Suisse deux Little Brothers : je les aime bien, mais ils me font un peu peur.

«Big Brother» c'est galvaudé et l'épithète ne correspond pas tout à fait à ce qu'ils sont, car eux sont foncièrement bons.

Mais d'autres big brothers (et peut-être eux-mêmes un jour) semblent vivre dans un monde où tout ne sera que virtuel, où il n'y aura plus trace de réalité charnelle, où tout finalement sera filtré par des machines.

Je les vois comme des phénomènes venus d'ailleurs. A travers l'INTERNET, ils inventent, il jonglent, ils jouent des variations, ils bricolent «génial» : redoutables ! Cela n'empêche pas au grand frisson de la

communication instantanée et mondiale de se propager, et moi-même j'étais ravie en visitant le nouveau site www.cmlk.ch et celui d'un ami syndicaliste à Pignerol (TO) www.geocities.com/alpcub. Un jeu tout neuf, une découverte admirable qui suscite l'enthousiasme ... teinté, après coup, d'une sorte de désarroi, comme s'il y avait trop et si quelque chose manquait quand-même.

Etant une inconditionnelle de la «planète Gutenberg», je devrais pourtant me réjouir de la prédominance informatique de l'écrit, de la lecture, qui est en train de gagner sur la voix (radio, téléphone) et sur l'image (télévision).

Je suis persuadée que, si de bons esprits animeront ces instruments de communi-

tion et d'échange, on atteindra des réalisations jamais imaginées, mais si des esprits tordus les manipuleront, on ira à la ruine. Voyez déjà pointer les pirates informatiques, les biopirates et tutti quanti.

Là, le vieil Esope, avec son apologue bien connu sur les bons ou mauvais usages de la langue, nous donne une clé, somme toute assez banale, de la situation. «Ce qu'il y a de meilleur au monde c'est la langue, car elle communique, explique, apaise, mais elle est aussi ce qu'il y a de pire, car elle ment, elle trahit, elle détruit».

PS : Qui vous a dit que je n'aurais pas bientôt mon e-mail ?

Violetta Fasanari-Bourquin

Connectés par l'Internet, mais à qui?

L'enthousiasme, teinté après coup de désarroi, comme... la solitude retrouvée après un vif échange avec un ami en voyage, le temps d'une connexion téléphonique? Ou comme la révolte, parce que les idées échangées ne sont pas connectées à l'action, parce qu'il est trop loin pour que l'enthousiasme soit entretenu?

Si je l'ai bien saisi, l'action n'est toutefois pas exclue! Il y a de nombreux exemples de prolongement politique des échanges initiés sur l'Internet, je songe ainsi à la dénonciation des tractations de l'Accord Multilatéral sur l'investissement (<http://www.monde-diplomatique.fr/dossiers/ami>). Des préparatifs de Porto Allegre (<http://fsm.rits.org.br/>) aux initiatives de l'Ecole Ouverte Internet pour promouvoir l'Internet citoyen et coopératif (<http://www.ecole.eu.org/>), le champ des actions concertées par l'intermédiaire de l'Internet et par-delà les frontières me semble vaste. Mais puisque Big Brother est évoqué, envisagé sous l'angle de l'espionnage des communications, arrêtons-nous y, j'aimerais citer quelques informations glanées sous la Toile!

Le phénomène de l'espionnage des communications n'est pas particulier à l'Internet, mais à toutes les techniques de communication.

Pour prendre un exemple fréquemment cité, le système d'écoutes Echelon, opéré par

les gouvernements américain, canadien, anglais, australien et néo-zélandais, espionne les communications téléphoniques, fac-simile, télex et courriers électroniques, à des fins indéterminées (<http://www.monde-diplomatique.fr/dossiers/echelon/>).

En revanche, ce qui est particulier à l'Internet, ce sont les moyens de défense qui peuvent être mis en œuvre pour lutter contre l'espionnage des communications par chaque usager de l'Internet. Ces moyens ont été créés par la communauté des Internaute.

En premier lieu, je citerai en clin d'œil la *Jam Echelon Day*, la journée d'engorgement du système Echelon, qui a eu lieu le 21 octobre 1999 à l'appel d'activistes du groupe *Hackivism*, diffusé par courrier électronique: il s'agissait pour chaque Internaute d'échanger ce jour-là un message électronique contenant des mots-clés susceptibles d'être interceptés par Echelon, afin que le système soit submergé par le volume d'informations à traiter. Le site <http://www.echelon.wiretapped.net/> fournit un intéressant rappel des événements.

En second lieu, l'aventure du logiciel PGP, acronyme de *Pretty Good Privacy*, qui permet de chiffrer les communications par un système de cryptographie performant, rendant le déchiffrement par un tiers non impliqué dans la communication extrêmement difficile. Ce logiciel est gratuit, son code source est distribué librement et il peut aujourd'hui être téléchargé sans difficulté

depuis presque n'importe où dans le Monde; le site <http://www.geocities.com/openpgp/> donne par ailleurs de nombreuses informations intéressantes en français sur le mouvement et l'histoire de la cryptographie libre.

PGP a été conçu par un ingénieur américain et militant pacifiste, Philip Zimmermann, au début des années 1990. Alors que la première version du logiciel a sans doute été diffusée aux Etats-Unis sous la pression de l'adoption d'une loi américaine anti-cryptographie libre, puis qu'il développe la deuxième version en collaboration avec une équipe européenne et néo-zélandaise, Philip Zimmermann a été l'objet d'une attaque en justice du bureau des Douanes américaines fin 1993, qui assimilait l'exportation de ce logiciel à celle, illégale, de matériel de guerre! La poursuite sera interrompue début 1996, mais le logiciel reste encore interdit à l'exportation. Cependant, PGP est recréé en dehors des Etats-Unis à partir de son code source original, qui avait pu être diffusé en catimini notamment sous forme imprimée, et connaît une diffusion internationale depuis la publication en Norvège par Ståle Schumacher de la version 2.62i en mai 1995. Ces péripéties me paraissent bien illustrer un engagement possible sur l'Internet pour la défense de la confidentialité des communications.

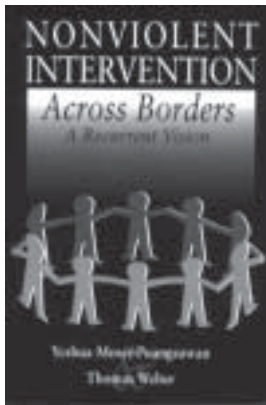
Olivier Lange

Un centre de documentation unique en Suisse : des livres à lire, un lieu à découvrir ...

Le bureau du CMLK n'est pas très grand. Mais, oh combien, les rayons de bibliothèque sont magnifiques et intrigants. Les nouveautés et les documents de base, les plus importants et accessibles pour le grand public, constituent environ 27 mètres linéaires. Une mesure moins abstraite lorsque l'on vient consulter ou emprunter sur place des ouvrages. Ici quelques références sélectionnées.

Nonviolent Intervention Across Borders - a Recurrent Vision

Yeshua Moser-Puangsuwan, Thomas Weber, University of Hawai'i Press, 2000, 369 pages (Cote 301.632 MOS)



Le premier auteur est un militant non-violent nord-américain; ex-volontaire des Brigades de Paix Internationales (PBI), il vit en Thaïlande, coordinateur de l'organisation Nonviolence International pour l'Asie du Sud-Est. Thomas Weber, spécialiste de Gandhi et des Shanti Sena (brigades de paix gandhiennes), enseigne les «Études et politiques de paix» à l'université La Trobe de Melbourne. Tous deux se sont mis au défi d'étudier les «interventions civiles internationales», c'est-à-dire les actions non-violentes menées dans un autre pays que celui des activistes.

La plus longue partie du livre donne la parole à douze auteurs, pour décrire autant de mouvements ou d'actions ponctuelles : de la proposition d'une «Armée de paix» de Maude Royden en 1931, rêvant d'intervenir dans la guerre sino-japonaise, aux efforts encore actuels comme PBI, le SIPAZ (Servicio Internacional para la Paz) au Chiapas ou les Dhammayietra (marches pour la paix et la réconciliation) au Cambodge, l'action nous emmène du Sahara (action contre les tests atomiques français)

à Timor (le voyage du Lusitania Expresso) et de Chypres (l'essai de reconstruction de villages) en Irak (le Gulf Peace Team pendant la guerre du même nom). Campagnes plus ou moins réfléchies, plus ou moins abouties, parfois magnifiques et parfois calamiteuses. Ca se lit comme un roman - intérêt historique en plus !

Auparavant, un autre chercheur australien, Robert Burrowes, tente d'établir une typologie des interventions civiles internationales. L'auteur distingue ainsi les actions de mobilisation, visant à attirer l'attention internationale, celles d'assistance humanitaire, celles visant directement la réconciliation et le développement des populations concernées, etc. Ca vaut ce que ça vaut... d'une part car il apparaît vite que la plupart des actions appartiennent de fait à plusieurs catégories; d'autre part, et c'est plus fâcheux, car cette typologie manque singulièrement de principe d'ordre, c'est-à-dire d'une variable (voire plusieurs) variant systématiquement pour créer les catégories décrites. Ainsi, les types apparaissent nés du hasard des actions observées plus que d'une systématique quelconque et généralement exploitable.

Au chapitre des conclusions, la majeure me semble être que les actions dites d'interposition (sur le vieux modèle gandhien visant à physiquement empêcher les combats) n'ont pratiquement aucune chance - du moins dans le cadre étudié, d'interventions dans des conflits internationaux. La largeur et la profondeur des fronts belliqueux, la 3e dimension qu'a introduite l'aviation dans les guerres, les immenses difficultés logistiques et politiques pour tout groupe non étatique, rendent une telle action illusoire (sauf éventuellement en guise de symbole, mais alors il s'agit d'une action de mobilisation, non d'interposition). Tous les exemples évoqués ont été des fiascos !

Les autres types d'interventions civiles internationales marchent généralement bien mieux; les auteurs soulignent, dans leur conclusion, l'efficacité particulière des actions de témoignage et d'accompagnement, style PBI.

L'étude finit sur une brève description des principaux obstacles au développement de telles actions: des questions d'organisation (hiérarchique ou consensuelle); la répugnance des principaux grands donateurs à soutenir une forme d'action perçue comme s'ingérant dans la politique intérieure d'un pays; le besoin de sélection et de formation des volontaires plus sérieuses que celles pratiquées dans la plupart des actions décrites; le fait qu'en dépit d'une étiquette «internationale», ce genre d'actions s'appuie presque toujours sur les seuls blancs de l'hémisphère nord et des classes moyennes; et un manque criant de moyens logistiques d'une part, d'analyse stratégique d'autre part.

Enfin, saluons l'annexe qui dresse une liste chronologique d'interventions civiles internationales (déjà publiée, sous une forme abrégée, dans Peace News de juillet-août 1995 et, en traduction française, dans Non-Violence Actualité de janvier à mars 1996).

En somme, ce livre est un précieux outil pour quiconque s'intéresse à l'action non-violente au-delà des frontières nationales. Malgré les défauts inhérents à tout ouvrage conçu comme une collection de contributions (faible unité de grilles d'analyse et de points de vues, par exemple), il parvient à nous montrer un large échantillon d'actions de ce genre et, transversalement, à en relever les forces et points faibles, les espoirs et défis génériques. Gardons l'espoir qu'un éditeur français s'intéresse à le traduire...

Philippe Beck

▼ Nouveautés

Savoir vivre ensemble : Agir autrement contre le racisme et la violence

Charles Rojzman, avec Sophie Pillods, La Découverte & Syros, 1998, 284 pages (Cote 301.633 ROJ)

Le ton est posé dès les premières lignes : «moi non plus, je n'entendais pas [ces personnes], enfermé dans ma propre rigidité et mon intolérance. [...] Je n'entendais pas leur vérité. J'avais peur.» Charles Rojzman parle la langue de l'authenticité.

La première partie témoigne de «l'univers des cités», il donne à entendre la vérité des enseignants, parents, habitants, des jeunes, des animateurs socioculturels, policiers, gardiens d'immeuble, conducteurs de bus, des responsables municipaux.

Puis sont présentés les expériences de «thérapie sociale» dans diverses villes françaises, leur fonctionnement en «groupes de projet», les principes qui sous-tendent la démarche du formateur, les besoins et les peurs des acteurs. Des termes comme «intelligence collective» ou «égoïsme social» sont significatifs de l'importance donnée à la fois aux personnes et aux institutions, au psychologique et au social.

Les phénomènes qui touchent les «cités» sont interprétés comme des signes : notre société est malade. La troisième partie affirme ainsi que l'extrême droite n'est pas une menace pour la démocratie, mais le produit d'une démocratie malade. Le système hiérarchique avec autorité et soumission, hérité de nos parents, n'est plus adapté à la complexité des échanges actuels. «Nous avons gagné en liberté individuelle, mais il nous faut trouver de nouvelles formes de relations sociales, de nouvelles formes de relation pédagogique, de nouvelles formes de coopération sociale.»

Ce livre est passionnant ! Il aborde des thèmes comme l'écoute et la communication non-violente (Ch. Rojzman collabore avec Marshall Rosenberg), la reconnaissance de notre ambivalence et de notre propre responsabilité, la peur de l'inconnu, la peur de l'agression, la peur de ne pas être aimé, la peur du jugement. Certains exercices vécus lors des temps de formation sont évoqués.

La lecture de cet ouvrage est vivement recommandée à ceux et celles qui ont peur ou se sentent démunis face à la violence,

aux militants du mouvement non-violent, aux anti-racistes, aux formateurs, aux médiateurs, aux enseignants, aux responsables institutionnels.

(Des formations à la «thérapie sociale» sont proposées, à Arles, cinq jours d'introduction, cinq fois cinq jours d'approfondissement, renseignements auprès de Pascale Richez, 66 rue du 4 septembre, 13200 Arles, France, 0033.490.18.20.30, impatiences.democratiques@wanadoo.fr)

La médiation scolaire par les élèves

Jean-Pierre Bonafé-Schmitt, ESF éditeur, (Actions sociales / Confrontations), 2000, 211 pages (Cote 370.114 BON)

Présentation d'une «recherche-action» menée dans les établissements scolaires de trois zones «d'éducation prioritaire» en France. Les différentes étapes sont détaillées : le projet, les premiers contacts, l'analyse de la situation, la sensibilisation, le recrutement et la formation. Les premiers résultats sont limités dans leur interprétation car le financement n'a pas suivi au-delà des premières années. Des comparaisons avec la situation aux Etats-Unis et les liens avec la médiation de voisinage sont proposés par l'auteur.

Phénomène minoritaire relevant de la «contre-culture», la médiation scolaire est ici présentée comme un «véritable processus éducatif».

Se former à l'interculturel

Centre de documentation tiers-monde, Ed. Charles Leopold Mayer, 2000, Dossier pour un débat n°107, 140 pages (Cote 301.2 SEF) (Prix 35 FFR + port 18 FFR)

«Dans l'enseignement, dans l'entreprise, dans les milieux de la santé, de la gestion urbaine et de la coopération internationale existent de plus en plus d'expériences et de pratiques de formation pour un apprentissage de l'interculturel.

C'est de ces pratiques, souvent récentes, que ce dossier se fait l'écho : formation des volontaires pour les interventions humanitaires d'urgence, expériences dans les quartiers en difficulté en Afrique et en France, pédagogie pour le dialogue interreligieux au sein de l'école, éducation à la tolérance en Inde, dialogue interculturel dans la prévention du sida ou dans les entreprises industrielles travaillant en Asie».

Tensions et conflits dans les relations interpersonnelles : Comment s'en sortir

Dominique Chalvin, ESF édition, (Formation permanente), 1999, 182 pages (Cote 374 CHA)

Une quinzaine d'attitudes typiques dans les conflits sont détaillées, avec pour chacune une liste de suggestions pour «s'en sortir». Des exemples et des exercices corrigés (typiques de cette collection) permettent de s'entraîner. La typologie est basée sur l'Analyse transactionnelle, complétée par d'autres approches.

Pacifism in the twentieth century

Peter Brock and Nigel Young, Syracuse University Press, 1999, 436 pages (Cote 327.172 BRO)

Ce livre très dense contient une foule d'informations très documentées. Les auteurs se sont concentré sur les Etats-Unis et sur l'Angleterre ; ils abordent marginalement les autres pays européens ainsi que l'Inde de Gandhi et de Vinoba. Ils donnent une large place aux objecteurs de conscience des deux guerres mondiales et de la guerre du Vietnam. Une importante bibliographie et un index en font un outil de référence.

La médiatrice et le conflit dans la famille

Claire Denis, Ed. Erès (Coll. Trajets), 2001, 230 pages (Cote 301.6 DEN)

«Cet ouvrage relate des rencontres de médiation et montre comment le médiateur intervient dans ces séances. A partir de cas concrets qui rendent compte de la pratique de médiation, est menée une réflexion méthodologique et théorique. A la différence des livres déjà parus sur la médiation (notamment chez Erès), celui-ci décrit la pratique de médiation de son auteur. C'est un risque, comme elle le dit elle-même, car elle a le courage de montrer concrètement les tenants et aboutissants d'une médiation».

Titres des chapitres : Le conflit ; La demande ; Le passage ; Le cadre ; L'étayage ; La contenance ; L'écoute ; Les activités de communication dans la médiation ; Le tiers ; La juste distance professionnelle ; La communication ; La responsabilité ; Les innovations et le changement ; L'amour.

Ouvrage concernant d'abord les professionnels de la médiation familiale, il sera aussi utile aux bénévoles par la richesse des exemples cités, par l'authenticité et l'ouverture de l'auteur.

Michel Mégard

Max embête les filles

Dominique de Saint Mars, dessins de Serge Bloch, Calligram, 2000, 45 pages (Cote 370.114 SAI)

Par jeu, «pour rire», parce qu'elles ne sont «que des filles», Max les embête dans la cour de récréation, en classe, sur le chemin de l'école. Mais les filles font front: elles ont le droit de ne pas se laisser faire, elles veulent que les garçons les respectent. Humour et tendresse, comme dans les autres titres de la série, pour parler de l'égalité entre filles et garçons.



Pour une éducation à la non-violence. Activités pour éduquer les 8/12 ans à la paix et à la transformation des conflits

Jeanne Gerber, Chronique sociale/EVO, 2000, 173 pages (Cote 370.114 GER)

Cet ouvrage présente un projet d'éducation à la paix dans lequel parents, enseignants, éducateurs pourront puiser conseils et inspirations. Proposé par le Centre mennonite de Bruxelles, ce projet est mené dans des écoles belges depuis plusieurs années.

Chaque étape du programme - de la connaissance de soi et des autres à la solidarité - s'articule autour du vécu des enfants et d'histoires racontées, lues, parfois jouées

en classe. Parmi les nombreuses activités proposées, une grande place est accordée à l'apprentissage de l'écoute et de l'entraide. Les étapes sont prévues pour être parcourues sur une année scolaire, et ce temps est pris en compte dans les activités: la reprise de certaines d'entre-elles, le recours à des outils pratiques (récapitulations, tableaux aide-mémoire) sont autant de repères qui permettent à l'enfant de renforcer sa propre capacité à analyser le conflit, à proposer des solutions, à choisir la solution la plus adéquate. Beaucoup d'activités se pratiquent en petits groupes ou à deux et peuvent facilement être adaptées, même partiellement, à d'autres cadres que l'école.

Domage qu'un grand nombre des livres pour enfants utilisés dans ce projet ne soient déjà plus disponibles en librairie. Espérons qu'ils le sont encore en bibliothèque. Sinon on trouvera certainement des titres équivalents dans la foisonnante (mais hélas éphémère!) édition pour la jeunesse.

A Few Small Candles. War Resisters of World War II Tell Their Stories

Edited by Larry Gara and Lenna Mae Gara, The Kent State University Press, Kent (Ohio), 1999, 207 pages (Cote 355.224 GAR)

Lors de la 2^{me} guerre mondiale, on le sait peu, douze mille objecteurs de conscience américains ont été engagés dans le service civil et six mille incarcérés pour des peines allant de quelques mois à cinq ans. L'un d'entre eux, Larry Gara, a voulu faire entendre leur témoignage: dix hommes d'horizons divers racontent leur parcours, les luttes qu'ils ont menées en prison (contre la ségrégation raciale en particulier) et leur engagement aujourd'hui dans l'action non-violente.

Discours de la servitude volontaire

Etienne de La Boétie. Présentation par Simone Goyard-Fabre, Flammarion, 1983, 217 pages (Cote 844 LAB)

Dans la collection GF Flammarion, il s'agit là d'une édition richement commentée et annotée, assortie d'une présentation de La Boétie et de son oeuvre et d'une analyse du Discours dans le contexte de l'époque.

Jeanne Golay

▼ Nous avons reçu

1901-2001 centenaire de la naissance de Lanza del Vasto, Amis de Lanza del Vasto, 2001, 99 p. (Cote BR 1737).

Histoires de violence, «La lettre du GRAPE» (Groupe de Recherche et d'Action pour l'Enfance) No 38, décembre 1999, Ed. Erès, 2000, 106 pages (Cote 301.633 HIS) - Violence et psychiatrie; Enfance et adolescence.

Anarchisme, non-violence, quelle synergie ?, Dossier de la revue «Alternatives non violentes» numéro 117, hiver 2000/2001, 69 pages (Cote P.ANV - périodique à consulter sur place, ou à commander).

▼ Autres acquisitions

Xavier Bekaert : Anarchisme, violence et non-violence : Petite anthologie de la révolution non-violente chez les principaux précurseurs et théoriciens de l'anarchisme, Ed. du Monde Libertaire, 2000, 48 p. (Cote BR 1738).

Nasra Al Sadoon : Le bateau des femmes arabes pour la paix, L'Harmattan, 1996, 111 p. (Cote 327.172 ALS) - Trois cents femmes sur un bateau apportant lait et médicaments en Irak pendant la guerre du Golfe, leur bateau fut arraisonné, les passagères furent tabassées.

Archives & dons

Avant de partir outre Atlantique, Dorothea Woods (quaker de Genève) a laissé une partie de sa bibliothèque. Nous avons intégré onze livres dont : Conflits en Afrique (1997, Cote 960 CON), Mondes rebelles : Acteurs, conflits et violences politiques : Amériques & Afriques (1996, Cote 301.633 BAL), Interdit d'enfance (G. de Maisre, 1992, Cote 301.633 MAI), Guerres et paix en Amérique centrale (A. Rouquié, 1992, Cote 972 ROU), Martin Luther King Jr. : The Making of a Mind (J. J. Ansbro, 1982, Cote 920 KIN ANS).

La Permanence Service Civil de Fribourg nous a fait don d'un carton de livres et brochures. Merci !

Michel Mégard

L'engagement est une dimension nécessaire à l'action non-violente !

Les Kosovar-e-s menacé-e-s de renvoi du mouvement « En 4 ans on prend racine », qui ont trouvé refuge à l'église protestante de Bellevaux à Lausanne, ont besoin de votre AIDE et votre SOLIDARITE

Vous pouvez exprimer votre soutien à ce refuge et démontrer que la Suisse sait accueillir avec respect, humanité et dignité des personnes qui ont fui la guerre et le régime de Milosevic. La plupart ont perdu des parents, des frères et des sœurs dans la guerre. Elles n'ont plus de maisons, détruites par la guerre, et ne veulent pas retourner immédiatement dans un pays en ruine. Certaines sont venues comme saisonniers et ont été victimes de la politique raciste des 3 cercles qui a vu les ressortissants de l'ex-Yougoslavie basculer dans le troisième cercle, les obligeant à devenir des sans-papiers ou à demander l'asile pour ne pas devoir faire la guerre de Milosevic. Ces personnes ne demandent rien d'autre que d'être écoutées sur leurs choix de vie. Certaines resteront, d'autres partiront plus tard, mais toutes demandent à ne pas précipiter les choses parce que la guerre est finie en Kosovè. Elles ont pris racine ici et ne veulent pas être arrachées brutalement à ce pays qu'elles ont appris à apprécier et où elles se sentent bien.



Pour se faire entendre, le mouvement imagine et organise de nombreuses actions aussi bien à l'intérieur du refuge de Bellevaux qu'à l'extérieur. Ici une distribution de tracts devant le hall de la gare de Lausanne.

Le refuge est donc ouvert à toutes les personnes prêtes à venir témoigner leur solidarité avec ces hommes, ces femmes et ces enfants qui envoient un message fort à la société suisse : qu'avons-nous fait de mal, pourquoi voulez-vous nous renvoyer ainsi ? A part une politique qui vise à rendre la Suisse moins attrayante pour l'étranger en raison d'une peur paranoïaque de l'invasion qui renforce les fantasmes propagés par un Blocher, rien ne justifie cette « Rauspolitik » et ces renvois forcés.

Vous pouvez **passer directement à l'Eglise protestante de Bellevaux** témoigner votre solidarité, donner un peu de votre temps pour **assurer une présence** et une protection du refuge, **apporter à manger et/ou à boire**, proposer des activités pour les enfants, offrir des spectacles musicaux ou autres; toutes les initiatives sont les bienvenues. Ce refuge risquant de durer un certain temps, les autorités comptent sur notre épuisement pour gagner. Nous avons donc besoin de toutes les manifestations de solidarité pour que ce refuge s'ouvre au maximum et permette un débat large dans la société vaudoise et suisse sur notre rapport aux étrangers.

Sources : "En 4 ans on prend racine"



BON

POUR UNE NUIT

*Au Refuge de Bellevaux
Rte Aloys Fauquez 21
1018 Lausanne*

*Valable jusqu'à la fermeture
du refuge. Prière de réserver
avant au 079 301 24 26*

Plan Google / Eglise d'Alveron sur Orbe

Pour toutes informations ou annonces :
079-301 24 26
www.refuge-kosovo.ch
enquatreansonprendracine@bluewin.ch
Envoyer un don au CCP 17-733814-3
Pour les trouver : Eglise de Bellevaux,
Aloys-Fauquez 9 bis, Arrêt bus 3 ou 8, après
le cinéma de Bellevaux